



Résultats du Commerce extérieur en 2013

Nicole Bricq
ministre du Commerce extérieur

Bercy, vendredi 7 février 2014



L'élaboration de ce dossier a été coordonnée par le Pôle commerce extérieur de la Direction générale du Trésor, avec les contributions des sous-directions Diagnostic et prévisions, Financement international des entreprises et Politiques commerciales et investissements de la DG Trésor, ainsi que de la Banque de France sur les échanges de services et de la Direction générale des Douanes et droits indirects (DGDDI) sur l'appareil exportateur.

Les données utilisées sur la France sont issues de la DGDDI, sauf indication contraire.



Sommaire :

Synthèse

Synthèse.....4

Des exportations et un excédent en hausse sur les 4 « familles » de produits prioritaires de la stratégie export.....10

Les principales évolutions

Un déficit en réduction sur les biens, un excédent conforté sur les services, des exportations qui se maintiennent en volume.....16

Focus sur les services : des exportations en hausse, un excédent élevé et qui se maintient.....20

Une hausse du nombre d'exportateurs qui se poursuit en 2013.....23

Une croissance modeste de l'activité et du commerce mondiaux en 2013 mais une accélération attendue en 2014.....26

Une compétitivité de l'économie française affectée par l'appréciation de l'euro mais stable par rapport à nos principaux partenaires européens.....30

Une tendance à la stabilisation des parts de marché de la France.....34

La structure géographique et sectorielle des échanges

Des exportations soutenues par l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique.....38

Un déficit en réduction vis-à-vis de la plupart des grandes régions du monde, dont l'Union européenne.....43

Une facture énergétique en baisse de 6% mais toujours équivalente à 83% du déficit total.....49

Une forte progression des grands contrats à l'export dans les pays émergents en 2013.....51

Nouvel excédent record pour le secteur aéronautique et spatial.....54

L'actualité des négociations commerciales et des outils de soutien export

Un multilatéralisme commercial relancé par l'accord de Bali, des progrès importants dans la négociation d'accords de libre-échange59

Des réformes des dispositifs de soutien export qui se sont poursuivies en 2013.....64



Synthèse :

- ✓ **A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau cette année, de 9% par rapport à 2012.**
- ✓ **Le déficit hors énergie et hors matériel militaire, sur lequel le Premier ministre a fixé un objectif de résorption d'ici 2017, baisse de 10,5%, pour s'établir à 13,5 Md€. Depuis 2011, il s'est réduit de plus de moitié (-53,5%). Il n'a jamais été aussi bas depuis que ce solde est devenu déficitaire en 2007.**
- ✓ **Les échanges de biens se replient sur l'année en valeur, en grande partie du fait de l'énergie. En volume, à l'issue des 3 trimestres connus à ce jour, les exportations se maintiennent, dans un contexte international difficile, et les importations progressent, après leur baisse de 2012, signe du redressement en cours de la demande intérieure.**
- ✓ **Les échanges de services, force traditionnelle de la France à l'export, devraient quant à eux maintenir un solide excédent en 2013, autour de 33 Md€, en légère hausse par rapport à 2012. Les exportations de services progressent de 3,4%.**
- ✓ **Même si l'appréciation de l'euro a pesé en 2013 sur la compétitivité prix et coût de l'économie française, les parts de marché de la France à l'export ont enregistré au cours de la période récente une tendance à la stabilisation.**
- ✓ **Le nombre d'exportateurs a à nouveau progressé, pour s'établir à 120 700. Il retrouve ainsi son niveau de 2008 précédant la récession mondiale.**
- ✓ **En 2014, l'accélération prévue de l'activité, notamment dans la zone euro, devrait à nouveau stimuler les exportations.**

1/ Le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau, tandis que les services maintiennent leur niveau élevé d'excédent

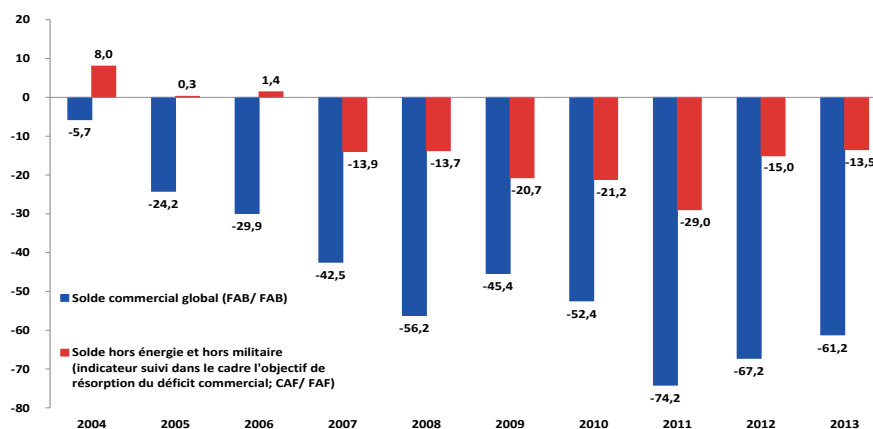
A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens poursuit sa baisse, de 9% par rapport à 2012 et de 17,5% par rapport à 2011 ; le déficit hors énergie a diminué de plus de moitié depuis 2011

Le déficit commercial se réduit de 9% par rapport à 2012, passant de 67,2 Md€ à 61,2 Md€ (données FAB/ FAB¹). Cette résorption confirme et amplifie le mouvement engagé en 2012, après le déficit record enregistré en 2011 (74,2 Md€).

Hors énergie et matériel militaire, la réduction du déficit est respectivement de 10,5% et de 53,5%, le déficit s'établissant à **13,5 Md€** (données CAF-FAB) après 15,0 Md€ en 2012 et 29,0 Md€ en 2011. Le solde hors énergie et hors militaire retrouve ainsi un **niveau en deçà de celui enregistré en 2007 et 2008** (13,9 Md€ et 13,7 Md€), premières années de déficit.

¹ La valeur des échanges de biens est d'abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite **CAF/FAB** : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu'à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d'établir une symétrie dans l'évaluation des deux flux d'échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d'un solde **FAB/FAB** global, sur l'ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

Figure 1 :
Solde commercial total et solde hors énergie et hors matériel militaire, par an depuis 2004 (Md€)



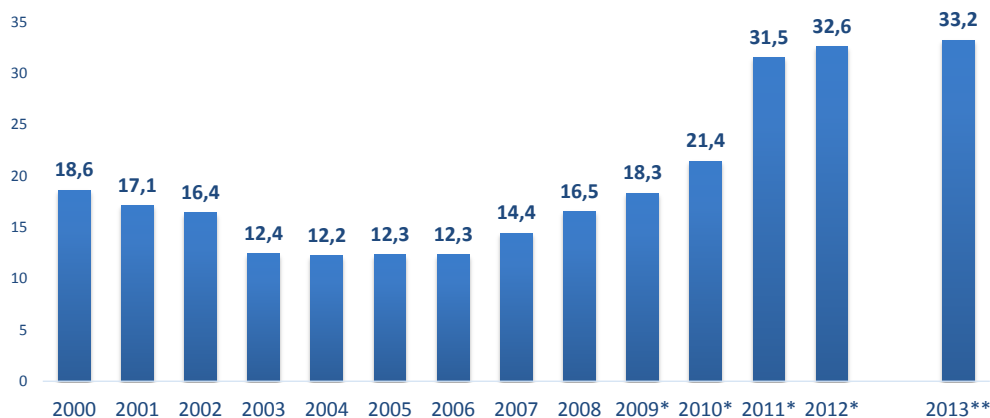
Source : Douanes, DG Trésor

Source : Douanes, traitement DG Trésor

L'excédent des échanges de services devrait enregistrer une légère hausse, à 33 Md€, poursuivant sa progression engagée depuis 2007

Sur la base des 11 mois disponibles², l'excédent des échanges de services devrait s'établir autour de 33 Md€ en 2013, soit un niveau stable par rapport à 2012 (32,6 Md€). Une des forces structurelles de la France à l'export – la France est le 4^{ème} exportateur mondial de services³ – les services ont ainsi vu leur excédent progresser continuellement depuis 2006.

Figure 2 : Solde des échanges de services, par an depuis 2000 (Md€)



Source : Banque de France

* : Données annuelles des rapports 2011 et 2012 de la balance des paiements, intégrant des révisions sur 2009-2012 à la suite d'un changement de collecte d'information (rupture entre 2008 et 2009).

** : Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année, corrigées des variations saisonnières (mois de novembre reporté en décembre).

² Les données d'échanges de services du mois de décembre 2013 seront publiées le 12 février.

³ Sur le champ des biens, la France est 5^{ème} exportateur mondial (hors Pays-Bas, dont l'activité portuaire biaise la collecte d'information).



2/ En valeur, les échanges de biens se replient en 2013, en grande partie du fait de l'énergie. En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres, les importations progressent, tandis que les exportations se maintiennent, dans un contexte international difficile

En valeur, les échanges de biens se replient sur l'année (-1,3% à l'export, -2,3% à l'import), principalement du fait de l'énergie

Les données en valeur publiées aujourd'hui font apparaître un repli des échanges, à l'export (-1,3%) et surtout à l'import (-2,3%).

Ce repli est lié pour moitié à l'énergie. Il est à relier pour partie à la baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de Brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres 2013⁴, les importations progressent (acquis de +0,9%) alors que les exportations évoluent peu (+0,2%)

Ces chiffres, qui seront complétés le 14 février par la publication des comptes nationaux du 4^{ème} trimestre, **impliqueraient une contribution faible voire négative du commerce extérieur à la croissance en 2013 (acquis de -0,2 points de PIB⁵)** reflet notamment de l'appréciation de l'euro et de la reprise de la demande intérieure

L'année 2012 avait été marquée par de très bonnes performances à l'exportation en volume – hausse de 2,4% – dans un contexte de dépréciation de l'euro. Dans le même temps, les importations baissaient, en lien avec la contraction de la demande intérieure française. Au total, **la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2012 s'était ainsi élevée à 1 point, niveau qui n'avait pas été observé depuis 1997.**

3/ La tendance à une stabilisation des parts de marché de la France se poursuit

La part de la France dans le commerce mondial de biens est stable en valeur en 2013, à 3,1%⁶. Cette stabilisation **contraste avec la tendance, depuis le début des années 1990, à une baisse de la part des grandes économies avancées dans le commerce mondial**, due notamment à la montée des émergents dans les échanges mondiaux.

En volume, la part de la France dans les exportations totales de l'OCDE enregistre une tendance à la stabilisation depuis 2010, malgré un léger fléchissement en fin de période

En volume, la part de la France dans les exportations d'un ensemble de pays de l'OCDE se stabilise depuis 2010, aux alentours de 6,3 %⁷. Elle avait reculé depuis 2000, en raison notamment de la

⁴ Les comptes nationaux du dernier trimestre 2013 seront publiés par l'INSEE le 14 février.

⁵ Contribution du commerce extérieur à la croissance dans l'hypothèse où aucune progression des échanges n'aurait lieu au 4^{ème} trimestre.

⁶ Source : FMI.

⁷ Ces résultats sont établis à partir des données de la base Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2013) comportant des prévisions pour le 4^{ème} trimestre 2013. Ils rapportent les exportations françaises à celles d'un groupe de 24 Etats membres de l'OCDE.



dégradation de la compétitivité-prix observée avant crise. La dégradation de la compétitivité hors-prix avait également joué un rôle. La France avait en outre été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période.

Les autres principales économies de l'OCDE affichent en 2013 des évolutions contrastées : baisse pour l'Allemagne (à 16,5%), stabilité pour le Royaume-Uni et le Japon, progression pour les Etats-Unis et l'Espagne.

4/ Les exportations françaises ont été soutenues en 2013 par l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique

Le secteur agroalimentaire a le plus contribué à la croissance des exportations, la pharmacie renforce son excédent et l'aéronautique enregistre un nouvel excédent record

Avec une progression de ses exportations de 3,3%, c'est le secteur agroalimentaire qui a le plus contribué en 2013 à la croissance des exportations, consolidant en outre son excédent à 11,5 Md€⁸. La progression est la plus forte sur le champ des produits agricoles non-transformés (+8,7%). Cette évolution est imputable à la hausse des volumes exportés (+11,4% en moyenne sur l'ensemble des produits), **tandis que le cours de plusieurs des principales matières premières agricoles s'inscrit en baisse** par rapport à 2012.

Les exportations des industries agroalimentaires (IAA), deuxième composante du secteur agroalimentaire, **progressent également, même si c'est à un rythme moins élevé (+1,4%) et inférieur à celui des exportations (+3,6%)**. Les boissons, principale force des IAA françaises, **parviennent à maintenir leur excédent, à 10,7 Md€ (stable par rapport à 2012)**, portées par les ventes vers l'Europe tandis que celles vers l'Asie décroissent⁹.

Au total, la bonne tenue du secteur agroalimentaire permet à la famille de produits « mieux se nourrir » de la stratégie export de consolider ses exports (+2,6%) malgré un excédent qui se dégrade de près de 0,5 Md€.

Les exportations pharmaceutiques atteignent un niveau record en 2013, grâce à une croissance de 2,5% par rapport à 2012. Conjuguées à une baisse des importations (-3,4%), elles permettent au secteur **d'améliorer son excédent de 1,6 Md€ à 4,5 Md€ en 2013** (contre 2,9 Md€ en 2012).

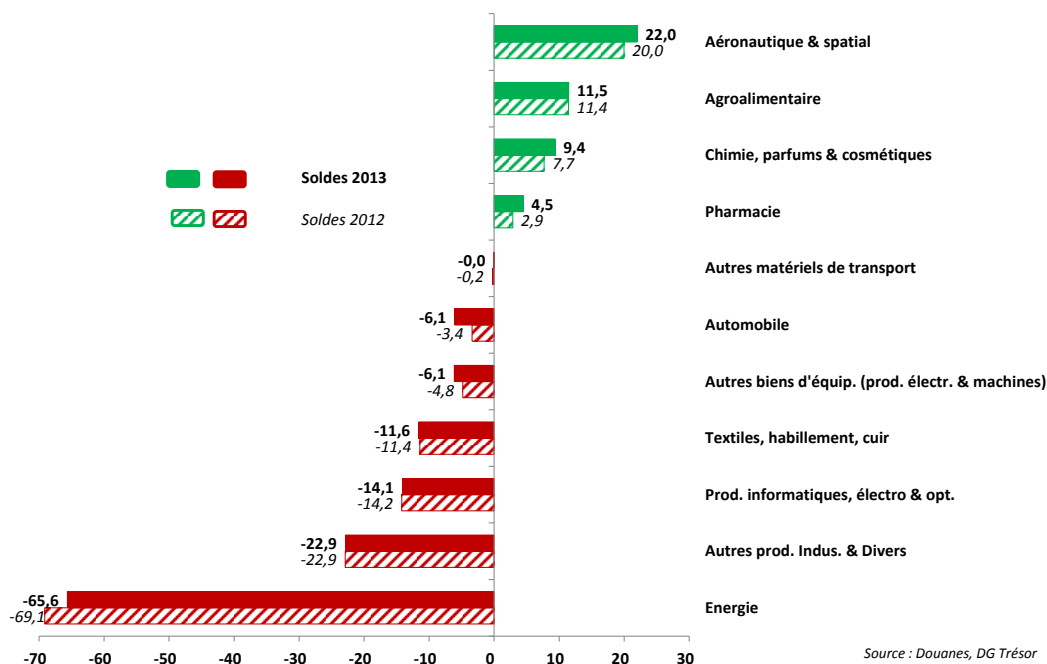
Le secteur permet à la famille « mieux se soigner » de la stratégie export, dont il représente près des deux tiers, de renforcer son excédent de près de 15%, autour de 12Md€.

Enfin, l'aéronautique conserve son statut de premier excédent commercial sectoriel avec 22 Md€, dépassant de près de 2 Md€ celui enregistré l'année dernière, qui était pourtant déjà une année record pour le secteur.

⁸ Le secteur agroalimentaire comprend : (i) les produits agricoles, non transformés, et (ii) les produits des industries agroalimentaires.

⁹ Avec 51% des ventes et une hausse de 4,9% en 2013, l'Europe demeure le premier client de la France pour les boissons. A l'inverse, les exportations ont diminué de 3,9% vers l'Asie, notamment vers la Chine et le Japon (respectivement -16,8% après une croissance de +15,3% en 2012, et -2,6%). En 2013, l'Asie reste malgré cela la deuxième destination des boissons françaises à l'export (24%), devant les Amériques (20%).

Figure 3 : Soldes des principaux secteurs d'activité - comparaison 2012 - 2013 (Md€ ; données CAF / FAB)



La facture énergétique se réduit de 5%

La facture énergétique (solde exportations - importations d'énergie) passe de 69,1 Md€ à 65,6 Md€ en 2013, interrompant la tendance à la hausse engagée depuis 2008, dans un contexte de baisse des échanges, à l'export et surtout à l'import. Cette diminution est à relier pour partie à la baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de Brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

La facture énergétique équivaut toutefois toujours à 83% du déficit total sur l'année.

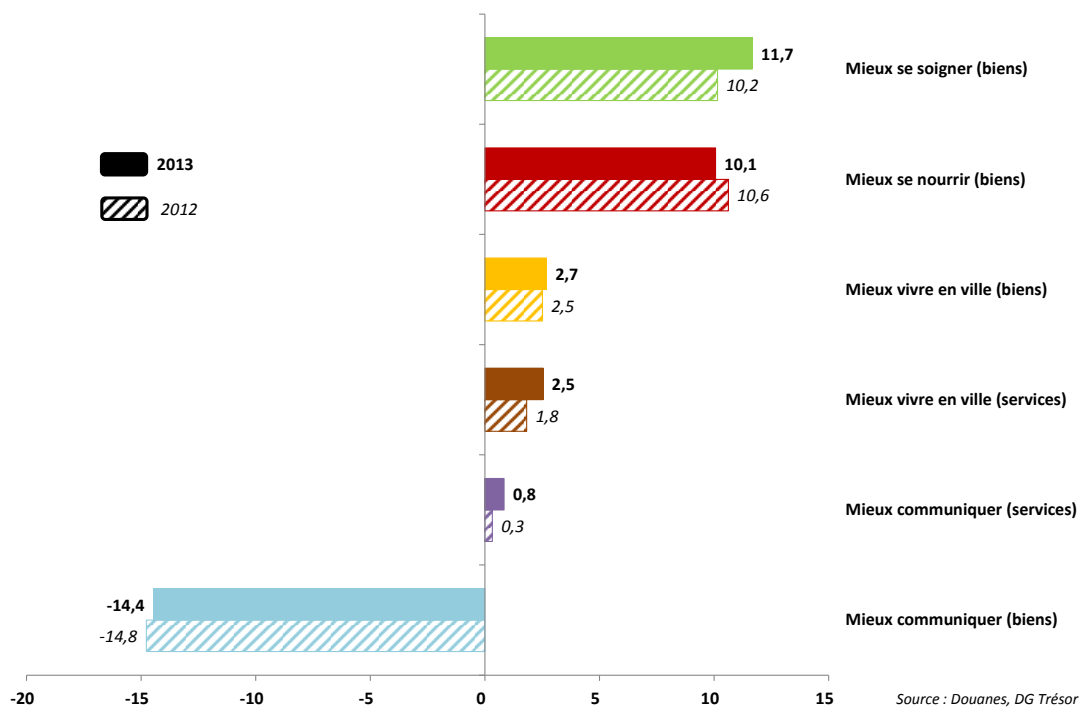
Dans la plupart des autres secteurs, les échanges ralentissent et le déficit se dégrade légèrement ou se stabilise

Le déficit de l'automobile se détériore de près de 2,7 Md€ par rapport à 2012, passant de 3,4 Md€ à 6,1 Md€, même si le sous-secteur des équipements automobiles reste excédentaire. Cette évolution résulte d'une diminution des exportations (-3,5%) alors que les importations ont rebondi (+2,9% après -8,7% en 2012). Les biens d'équipement, qui représentent près de 20% des exportations et des importations, voient leur déficit se dégrader de 1,2 Md€, passant de 20,2 Md€ à 21,2 Md€, malgré des importations en léger repli et en lien avec des exportations en baisse.

En particulier, la baisse des importations de produits informatiques, électroniques et optiques contribue à réduire de 6% le déficit de la famille de produits « mieux communiquer », qui s'établit à 13,6 Md€.

Enfin, la famille « mieux vivre en ville » renforce son excédent de près d'1 Md€, à 5,2 Md€, même si ses exportations baissent du fait principalement des éco-produits.

Tableau 1 : Evolution du solde des 4 « familles » de produits prioritaires de la stratégie export, 2012-2013



5/ Le nombre d'exportateurs a de nouveau progressé en 2013, pour s'établir à 120 700

Le nombre d'exportateurs continue à augmenter en 2013 (+1,0% après +2,7% en 2012), pour atteindre 120 700. Il retrouve ainsi son niveau de 2008 précédant la récession mondiale.

La hausse résulte d'un afflux significatif de 31 200 entreprises entrantes (qui n'avaient pas exporté l'année précédente).

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) exportatrices sont au nombre de 4 100, soit une hausse de 1,8% par rapport à 2012. Elles réalisent le tiers des exportations françaises.



Fiche n°1 :

Des exportations et un excédent en hausse sur les 4 « familles » de produits prioritaires de la stratégie export

- ✓ **Les exportations des 4 « familles » de produits prioritaires poursuivent leur progression en 2013, avec une hausse de 2%.**
- ✓ **L'excédent est en hausse de 25%, passant de 10,6 Md€ à 13,3 Md€.** La famille « mieux communiquer », qui comprend les produits électroniques et informatiques, reste déficitaire mais ce déficit se réduit de 6%, à 13,6 Md€.
- ✓ **Les échanges vis-à-vis des 49 pays prioritaires reflètent ceux de la France vis-à-vis du monde dans son ensemble – baisse des exportations et amélioration du solde commercial – hormis sur le champ des 4 « familles », où les performances à l'export ont bien résisté.**

Les exportations des 4 « familles » poursuivent leur progression en 2013, avec une hausse de 2%

Les exportations (biens et services) des 4 « familles » prioritaires de produits ont progressé de 2% en 2013, alors que les exportations françaises dans leur ensemble reculaient de 1,3%¹⁰ pour les biens, qui représentent la majorité des échanges des « familles », et que celles de services progressaient de 3,4%². C'est donc une bonne performance qui est enregistrée cette année.

Dans le même temps, les importations des 4 familles stagnent par rapport à 2012 (+0,2%) atténuant la tendance de l'ensemble des importations françaises de biens (-2,3%) et alors que les importations de services continuent de progresser de 3,6%¹¹.

Synthèse des échanges par familles en 2013 et évolution par rapport 2012

	2012 (Md€)			2013 (Md€)			Evolution en glissement annuel	
	Exportations	Importations	Soldes	Exportations	Importations	Soldes	Exportations	Importations
Agroalimentaire	57,7	45,9	11,8	59,3	47,7	11,6	2,8%	4,0%
Mieux se nourrir Machines agricoles	2,7	3,9	-1,2	2,7	4,2	-1,5	-1,3%	7,8%
Total Mieux se nourrir	60,4	49,8	10,6	62,0	51,9	10,1	2,6%	4,3%
Cosmétiques	12,3	3,9	8,5	12,4	3,8	8,6	0,9%	-0,8%
Mieux se soigner Appareils médicaux	6,3	7,5	-1,2	6,3	7,6	-1,3	-1,3%	0,6%
Produits pharmaceutiques	28,1	25,2	2,9	28,8	24,4	4,4	2,5%	-3,2%
Total Mieux se soigner	46,7	36,6	10,2	47,5	35,8	11,7	1,6%	-2,1%
Produits électroniques et matériel informatique	16,4	31,2	-14,8	16,0	30,4	-14,4	-2,6%	-2,4%
Mieux communiquer Services de communication	5,7	3,8	1,9	6,0	4,2	1,8	5,1%	12,1%
Service d'informatique et d'information	4,9	6,5	-1,6	5,7	6,6	-0,9	17,2%	2,5%
Total Mieux communiquer	27,0	41,4	-14,5	27,7	41,3	-13,6	2,6%	-0,3%
Ecoproduits	9,3	7,1	2,2	8,9	6,5	2,4	-5,0%	-8,6%
Mieux vivre en ville Matériel ferroviaire	1,0	0,7	0,3	1,0	0,7	0,3	-3,3%	-9,3%
Service de construction	3,7	1,9	1,8	4,2	1,7	2,5	14,3%	-9,9%
Total Mieux vivre en ville	14,0	9,7	4,3	14,1	8,8	5,2	0,2%	-8,9%
Total 4 Mieux	148,2	137,5	10,6	151,2	137,8	13,3	2,0%	0,2%

Source : Douanes, DG Trésor

¹⁰ Données FAB.

¹¹ Dans l'attente des chiffres annuels du commerce des services en 2013 (mi -février), il s'agit d'une estimation sur la base des 11 premiers mois de l'année 2013 et le report du mois de novembre à l'identique sur décembre pour disposer d'une base annuelle.



L'excédent de la famille « mieux se soigner » progresse de 15%, à près de 12 Md€

Grâce à la conjugaison d'exportations en hausse (+1,6%) et d'importations en baisse (-2,1%), la famille « mieux se soigner » renforce son excédent de près de 15%, à 11,7 Md€ (contre 10,2 Md€ l'an dernier).

Elle est ainsi la famille enregistrant le solde le plus favorable, devant la famille « mieux se nourrir ». L'essentiel de cette amélioration est attribuable aux produits pharmaceutiques, qui représentent plus de 60% des exportations de la famille. Dans une moindre mesure, les ventes de cosmétiques contribuent également favorablement à l'amélioration du solde. Les appareils médicaux enregistrent en revanche une dégradation (cf. tableau de synthèse en annexe).

Les exports de la famille « mieux se nourrir » progressent mais son excédent se replie à un niveau de 10 Md€ qui reste élevé

Les exportations de la famille « mieux se nourrir », qui représentent près de 40% du total des exports des 4 familles, ont progressé en 2013 (+2,6%) mais moins que les importations (+4,3%).

Cette évolution réduit l'excédent de la famille à 10,1 Md€, après 10,6 Md€ en 2012.

Parmi les 2 grandes composantes de ce groupe de produits :

- le secteur agroalimentaire affiche une tendance proche de celle de la « famille » dans son ensemble (+2,8% pour les exports et +4,0% pour les imports), avec un excédent qui se tasse légèrement à 11,6 Md€ (après 11,8 Md€ en 2012) ;
- le déficit s'accroît légèrement sur les machines agricoles, à 1,5 Md€ (après 1,2 Md€ l'an dernier), en lien avec des importations dynamiques et des exportations en baisse (respectivement +7,8% et -1,3%).

La famille « mieux vivre en ville » renforce son excédent de près d'1 Md€, à 5,2 Md€, malgré des exportations stables

Si la chute des importations (-8,9% en moyenne) affecte tous les secteurs formant cette famille, la situation est plus contrastée s'agissant des exports (+0,2% sur l'ensemble de la famille).

C'est la baisse des exports d'écoproduits (-5,0%, les imports reculant quant à eux de 8,6%) qui pèse le plus dans le recul des exportations, du fait de leur poids majoritaire au sein de la famille.

Les exports de services de construction enregistrent en revanche une forte hausse (+14,3%), alimentant l'excédent correspondant avec l'aide de moindres dépenses sur le même champ (-9,9%).

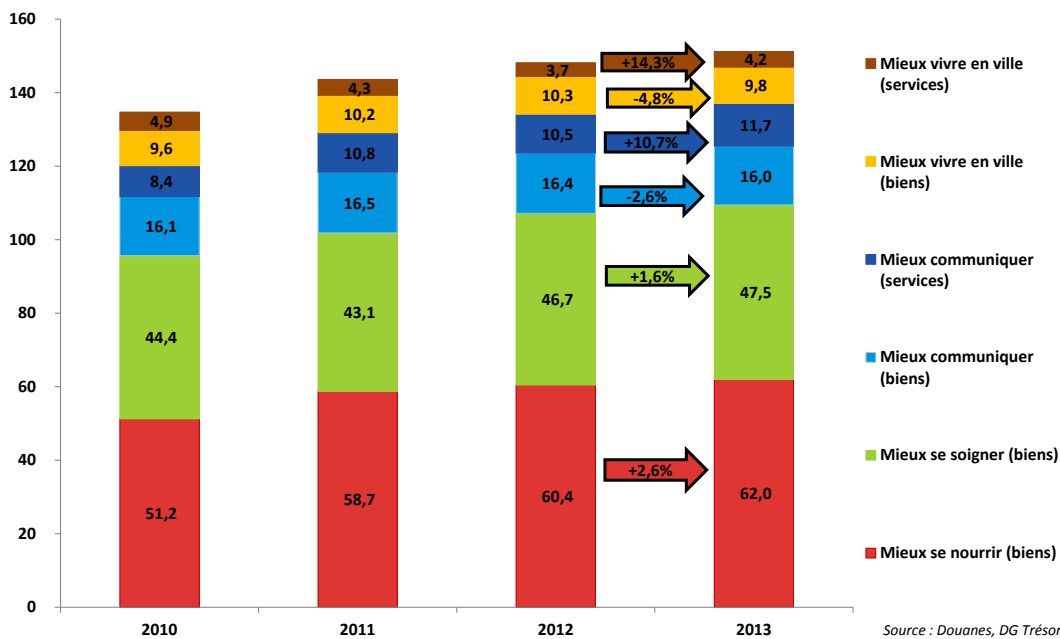
Au total, la famille « mieux vivre en ville » conserve ainsi sa position de 3^{ème} excédent parmi les 4 familles, et l'augmenter de près d'1 Md€, à 5,2 Md€.

A 13,6 Md€, le déficit de la famille « mieux communiquer » se réduit de 6%, pour partie du fait de moindres imports de produits électroniques et informatiques

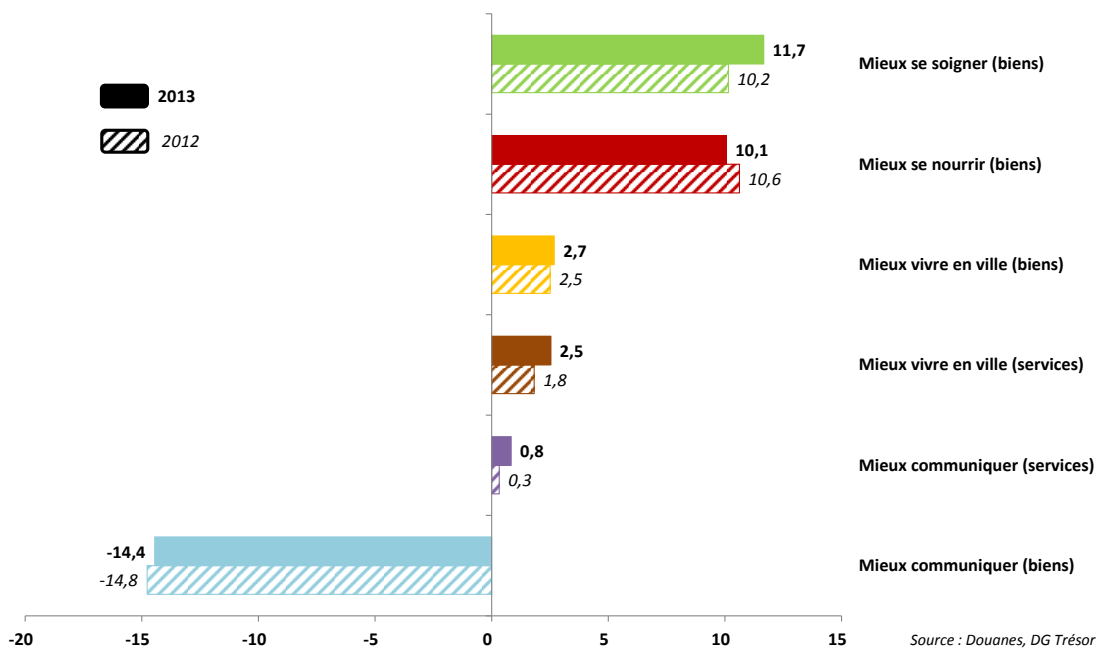
Dans la famille « mieux communiquer », les exportations de services repartent à la hausse, tandis que les échanges de biens reculent, à l'export comme à l'import. En conséquence, le déficit se réduit de 5,6% soit 0,8 Md€, s'établissant à 13,6 Md€.

Ce solde reflète principalement le déficit important enregistré sur les produits électroniques et informatiques (14,4 Md€), qui se réduit sensiblement (il était de 14,8 Md€ en 2012). Celui enregistré sur les services informatiques et d'information baisse également (-0,9 Md€, après -1,6 Md€ l'an dernier). L'excédent des services de communication se maintient (1,8 Md€ après 1,9 Md€).

Evolution des exportations en biens et services des quatre familles stratégiques (Md€)



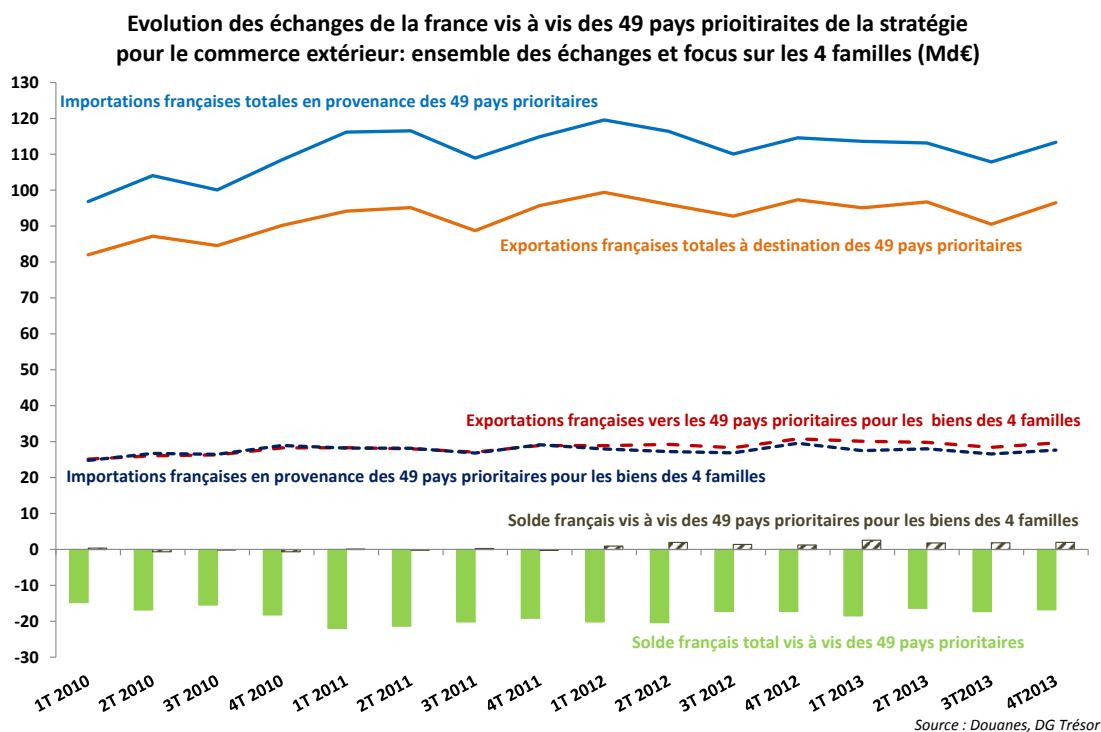
Evolution du solde des 4 familles par grande catégories de biens & services (Md€)



Les échanges vis-à-vis des 49 pays prioritaires reflètent ceux enregistrés envers le monde, hormis pour le champ des 4 familles, sur lequel les exportations résistent

Les performances de la France vis-à-vis des 49 pays prioritaires de la stratégie pour le commerce extérieur¹² reproduisent nos résultats commerciaux vis-à-vis du monde : baisse des exportations et amélioration du solde commercial. Ces évolutions sont toutefois plus accentuées. Tous produits confondus, les exportations ont en effet diminué de 1,7% et les importations de 2,7%, réduisant le déficit vis-à-vis de ces 49 Etats de 6,0 Md€, à -69,1 Md€.

Les performances à l'export ont mieux résisté sur le champ des biens composant les quatre « familles » de la stratégie pour le commerce extérieur de la France. Nos exportations affichent en effet une légère hausse (+0,7%), tandis que les importations reculent sensiblement (-1,8%), portant l'excédent à 8,3 Md€, en hausse de 2,8 Md€ par rapport 2012, et prolongeant la tendance à l'amélioration engagée au cours des années passées.



¹² Voir discours du 3 décembre 2012 par la Ministre du commerce extérieur et dossier de presse correspondant.



Synthèse des échanges de biens de la France vis-à-vis des 49 pays prioritaires

		Montant des échanges (Md€)				Evolution 2012 - 2013
		2010	2011	2012	2013	
Total des échanges (données collectées)	exports	344,0	373,8	385,5	378,9	-1,7%
	imports	409,4	456,6	460,6	448,0	-2,7%
	soldes	-65,4	-82,8	-75,1	-69,1	
Echanges sur le champ des 4 Familles	exports	105,9	112,4	117,2	118,0	0,7%
	imports	106,9	112,3	111,7	109,7	-1,8%
	soldes	-1,0	0,1	5,6	8,3	

Source : Douanes, DG Trésor

La mise en œuvre de la stratégie « 4 familles » se poursuit

Elle fait l'objet d'un accompagnement par le ministère du commerce extérieur autour de 3 principaux axes

Le soutien apporté à la « stratégie projet » portée par les 4 fédérateurs désignés par la ministre. Cette approche de fédération de l'offre est menée actuellement pour une vingtaine de projets. Les résultats de ces actions qui prennent, par essence, du temps à se concrétiser compte tenu de la nature et de la durée des procédures d'appels d'offres internationaux, commencent toutefois à être perceptibles :

- **« mieux se soigner »** : appels d'offre en cours pour plusieurs hôpitaux en Algérie, rénovation de l'hôpital de Can Tho au Vietnam, dynamique des « clubs santé » déjà mis en place en Chine, en Russie, au Brésil et en Algérie ;
- **« mieux vivre en ville »** : consortiums en cours de formation sur des projets d'éco-quartiers en Chine et au Maroc, autour de la « marque » France de la ville durable, Vivapolis ; sélection d'Eiffage/Egis/GDF Suez et d'Artélia/Véolia pour le développement d'un « simulateur de ville durable », vitrine du savoir-faire français à l'international ;
- **« mieux communiquer »** : inauguration le 12 février prochain par le Président de la République de la première « Maison de l'international », un accélérateur de croissance pour les PME françaises, à San Francisco et à Boston ;
- **« mieux se nourrir »** : constitution de « clubs d'exportateurs ».

Une meilleure identification et qualification de l'offre, en lien avec Ubifrance et avec une coordination interministérielle, pour mieux mettre à profit la connaissance du tissu productif pour relayer les appels d'offre internationaux identifiés par notre réseau de services économiques à l'étranger ;

La déclinaison de la stratégie dans les 49 pays prioritaires par les services économiques, qui ont élaboré un plan d'action pour l'année 2014 pour chacune des familles prioritaires les concernant

Les 4 fédérateurs de l'offre français désignés par la ministre du commerce extérieur mènent leur action depuis juin

Afin de mieux organiser l'offre française, Nicole BRICQ a demandé à quatre personnalités de terrain et reconnues dans leur secteur, d'accepter le rôle de fédérateur sur la scène internationale :



1. Les 4 « familles » de produits prioritaires de la stratégie export

Mieux se nourrir

Marie-Anne Cantin a contribué à constituer des clubs d'exportateurs, notamment en Pologne.

Elle travaille à promouvoir les produits français avec un programme collectif d'invitation de professionnels et de journalistes étrangers, en marge des salons français.

Elle contribue à mettre en place les 35 recommandations opérationnelles formulées par le comité Asie.



Marie-Anne Cantin,
Artisan affineur

Mieux se soigner

David Sourdive a mis en place des Clubs Santé sur les marchés porteurs (Chine, Russie, Algérie, Brésil) afin de faciliter les échanges d'expérience entre entreprises françaises intéressées par ces marchés.

Il travaille à réunir une offre française pour des projets d'hôpitaux en Algérie, au Koweït et au Vietnam.

Il contribue à la mise en place d'une « maison de l'international » dédiée aux biotechnologies à Boston.



David Sourdive, créateur et vice-président de Collectis, leader mondial de l'ingénierie des génomes

Mieux vivre en ville

Michèle Pappalardo s'est engagée dans l'élaboration d'une marque française de la ville durable à l'export, « Vivapolis », lancée en septembre. « Vivapolis » disposera en 2014 d'un simulateur numérique présentant l'offre française.

Michèle Pappalardo a réuni et soutenu des consortiums français sur des projets de ville durable en Chine, au Maroc et au Brésil.



Michèle Pappalardo, conseillère maître à la Cour des comptes, ancienne présidente de l'Ademe et ancienne commissaire générale et déléguée interministérielle au développement durable

Mieux communiquer

Bruno Bonnell s'est investi pour lancer l'Alliance numérique franco-tunisienne qui a déjà généré plus de vingt partenariats industriels.

Il participe à la mise en place d'une « maison de l'international » dédiée au numérique à San Francisco.



Bruno Bonnell, Président de Robopolis, leader en robotique



Fiche n°2 :

Un déficit en réduction sur les biens, un excédent conforté sur les services, des exportations qui se maintiennent en volume

- ✓ A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens se réduit de 9% par rapport à 2012 et de 17,5% par rapport à 2011.
- ✓ Le déficit hors énergie et matériel militaire (13,5 Md€), sur lequel le Premier ministre a fixé un objectif de résorption d'ici 2017, se réduit de 10,5% par rapport à 2012 et de 53,5% par rapport à 2011. Cet indicateur, retrouve ainsi un niveau en deçà de celui de 2007 et 2008.
- ✓ Les échanges de services devraient quant à eux maintenir un solide excédent en 2013, à 33,2 Md€, stable par rapport à 2012. Il est en constante augmentation depuis 2006.
- ✓ Les échanges de biens se replient sur l'année en valeur, largement du fait de l'énergie. En volume, à l'issue des 3 trimestres connus à ce jour, les exportations se maintiennent, dans un contexte international difficile, et les importations progressent, après leur baisse de 2012, signe du redressement en cours de la demande intérieure.
- ✓ En 2014, l'accélération prévue de l'activité, notamment dans la zone euro, devrait à nouveau stimuler les exportations.

Le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau, tandis que les services maintiennent un excédent élevé

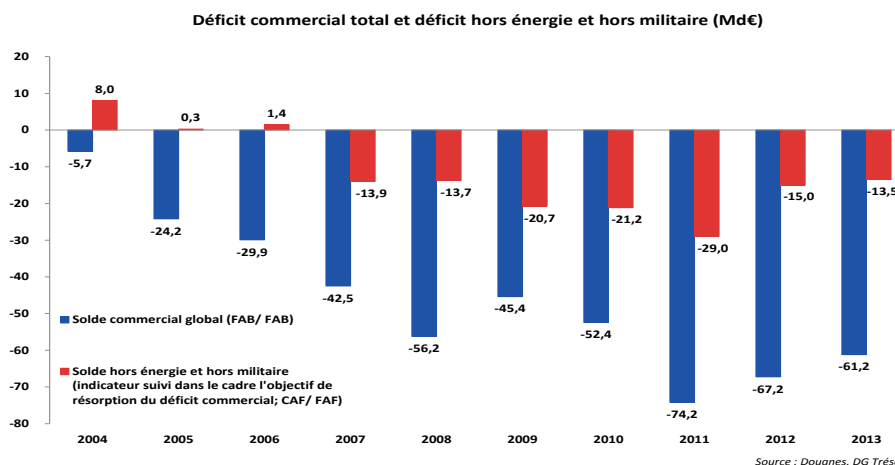
A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens poursuit sa baisse, de 9% par rapport à 2012 et de 17,5% par rapport à 2011 ; le déficit hors énergie a diminué de plus de moitié depuis 2011

Le déficit commercial se réduit de 9% par rapport à 2012, passant de 67,2 Md€ à 61,2 Md€ (données FAB/ FAB¹³). Cette résorption confirme et amplifie le mouvement engagé en 2012, après le déficit record enregistré en 2011 (74,4 Md€).

Hors énergie et matériel militaire, la réduction du déficit est respectivement de 13% et de 51%, le déficit s'établissant à 13,5 Md€ (données CAF-FAB) après 15,0 Md€ en 2012 et près de 29,0 Md€ en 2011. Le solde hors énergie et hors militaire retrouve ainsi un niveau en deçà de celui enregistré en 2007 et 2008 (13,9 Md€ et 13,7 Md€), premières années de déficit.

¹³ La valeur des échanges de biens est d'abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite **CAF/FAB** : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu'à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d'établir une symétrie dans l'évaluation des deux flux d'échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d'un solde **FAB/FAB** global, sur l'ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

Figure 1 :
Solde commercial total et solde hors énergie et hors matériel militaire, par an depuis 2004 (Md€)

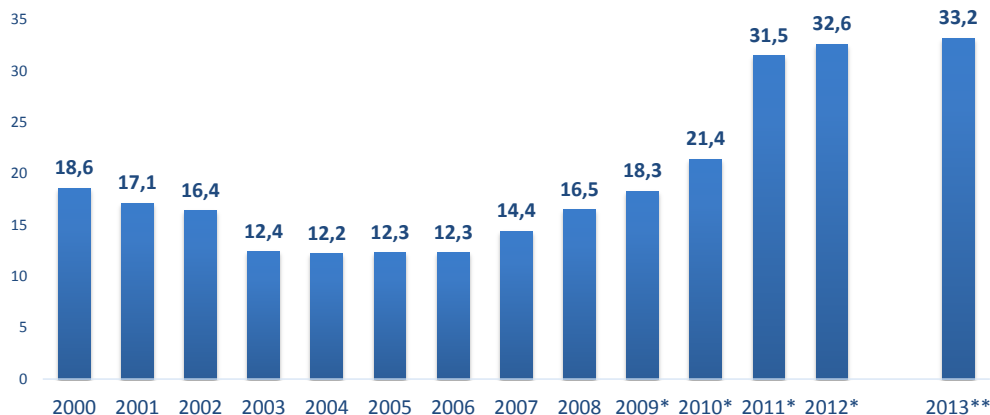


Source : Douanes, traitement DG Trésor

L'excédent des échanges de services devrait enregistrer une légère hausse en 2013, à 33 Md€, poursuivant sa progression engagée depuis 2007

Sur la base des 11 mois disponibles¹⁴, l'excédent des échanges de services devrait s'établir autour de **33,2 Md€ en 2013**, soit un niveau stable par rapport à 2012 (32,6 Md€). Une des forces structurelles de la France à l'export – la France est le 4^{ème} exportateur mondial de services¹⁵ – les services ont ainsi vu leur excédent progresser continuellement depuis 2007, pour atteindre un niveau élevé en 2013 (33,2 Md€ contre 12,3 Md€ en 2006).

Figure 2 : Solde des échanges de services, par an depuis 2008 (Md€)



Source : Banque de France

* : Données annuelles des rapports 2011 et 2012 de la balance des paiements, intégrant des révisions sur 2009-2012 suite à un changement de collecte d'information (rupture entre 2008 et 2009).

** : Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année en cvs (mois de novembre reporté en décembre).

¹⁴ Les données d'échanges de services du mois de décembre 2013 seront publiées mi- février.

¹⁵ Elle est le 6^{ème} exportateur mondial (le 5^{ème} hors Pays- Bas, dont l'activité portuaire biaise la collecte d'information).

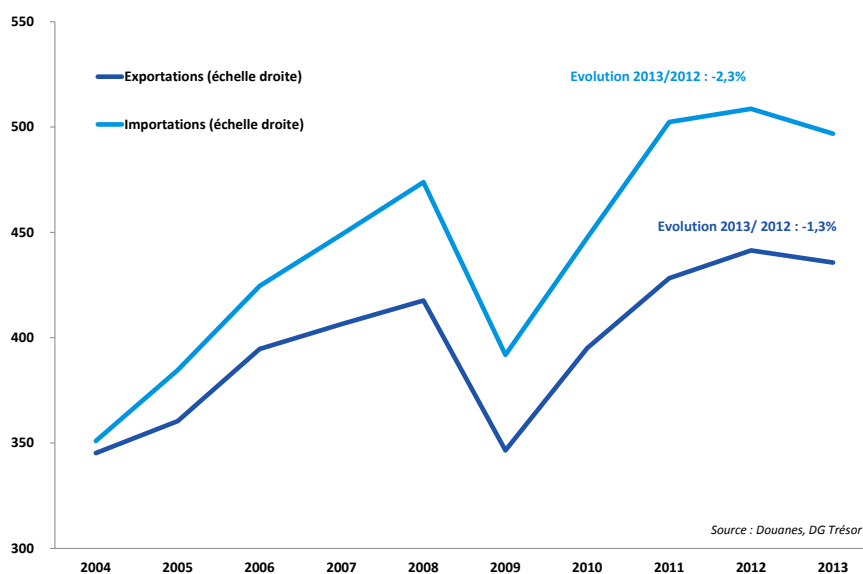
En valeur, les échanges de biens se replient en 2013, principalement du fait de l'énergie. En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres, les importations progressent, tandis que les exportations se maintiennent, dans un contexte international difficile

En valeur, les échanges de biens se replient sur l'année (-1,3% à l'export, -2,3% à l'import), en grande partie du fait de l'énergie

Les données en valeur publiées aujourd'hui font apparaître un repli des échanges, à l'export (-0,9%) et surtout à l'import (-2,1%).

Ce repli est lié pour beaucoup à l'énergie. Il est à relier pour partie à la baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de Brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

Figure 3 : Evolution des exportations et des importations de biens, en valeur, par an depuis 2004 (Md€)



Source : Douanes, DG Trésor

Source : Douanes, traitement DG Trésor

En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres 2013¹⁶, les importations progressent (acquis de +0,9%) alors que les exportations évoluent peu (+0,2%). Ces chiffres impliqueraient une contribution faible voire négative du commerce extérieur à la croissance, reflet notamment de l'appréciation de l'euro et de la reprise de la demande intérieure, après une année 2012 de forte contribution des échanges extérieurs à l'activité

En volume, l'année 2012 avait été marquée par de très bonnes performances à l'exportation – hausse de 2,4% – dans un contexte de dépréciation de l'euro, alors même que la demande mondiale ralentissait fortement, en raison notamment de la crise en zone euro. Dans le même temps, les importations

¹⁶ Les comptes nationaux du dernier trimestre 2013 seront publiés par l'INSEE le 14 février.

baissaient, en lien avec la contraction de la demande intérieure française. Au total, **la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2012 s'était ainsi élevée à 1 point, niveau qui n'avait pas été observé depuis 1997.**

À l'issue du troisième trimestre 2013, l'acquis de la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB¹⁷ est cette année de **-0,2 point**. En effet, le ralentissement de la demande mondiale adressée à la France à l'hiver 2012 et l'appréciation de l'euro depuis mi-2012 ont limité le dynamisme des **exportations (+0,2 point)**, tandis que la reprise de la demande intérieure favorisait les **importations (+0,9 point)**.

Tableau 1 : Évolution des exportations et des importations, en volume, depuis 2009 (%)

	2009	2010	2011	2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T3 2013	Acquis 2013 à l'issue du 3 ^e trimestre
Exportations	-12,1	9,5	5,4	2,4	-0,8	-0,3	1,9	-1,3	0,2
Importations	-9,6	8,9	5,1	-1,1	-1,2	0,1	1,5	0,9	0,9

Source : Insee Comptes nationaux. Les données trimestrielles et l'acquis 2013 sont des données CJO-CVS.

* Acquis à l'issue du 3^e trimestre 2013 d'après les résultats détaillés du 24 décembre 2013.

Tableau 2 : Contributions du commerce extérieur au PIB, depuis 2009 (%)

	2009	2010	2011	2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T3 2013	Acquis 2013 à l'issue du 3 ^e trimestre
Exportations (1)	-3,3	2,2	1,4	0,6	-0,2	-0,1	0,5	-0,3	0,1
Importations (2)	2,8	-2,2	-1,4	0,3	0,4	0,0	-0,4	-0,3	-0,3
Commerce extérieur (1) + (2)	-0,5	0,0	0,0	1,0	0,1	-0,1	0,1	-0,6	-0,2
Produit intérieur brut	-3,1	1,7	2,0	0,0	-0,2	-0,1	0,6	-0,1	0,1

Source : Insee Comptes nationaux. Les données trimestrielles et l'acquis 2013 sont des données CJO-CVS.

En 2014, l'accélération prévue de l'activité, notamment dans la zone euro, devrait stimuler les exportations françaises

L'accélération anticipée de l'activité en 2014 devrait concerner les économies émergentes comme avancées, notamment la zone euro, et **dynamiser la demande mondiale adressée à la France**. La contribution du solde extérieur à la croissance dépendra de la vigueur de la demande intérieure et de son effet d'entraînement sur les importations.

¹⁷ Contribution du commerce extérieur à la croissance dans l'hypothèse où aucune progression des échanges n'aurait lieu au 4^{ème} trimestre.

Fiche n°3 :

Des exportations de services en hausse, qui maintiennent un solide excédent de la France en 2013

Fiche rédigée par la Banque de France.

- ✓ Les exportations de services progressent de 3,4 % en 2013, à 174 Md€. Elles représentent plus du quart du total des exportations françaises.
- ✓ La France devrait maintenir en 2013 son solide excédent, autour de 33 Md€, niveau globalement stable par rapport à 2012.

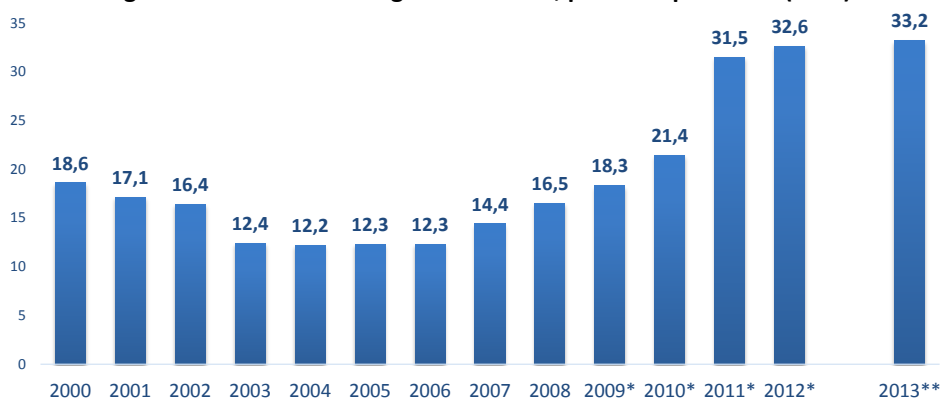
Les exportations de services progressent de 3,4 % en 2013

La France était le 4^e exportateur mondial de services en 2012 (données OMC), derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, mais devant la Chine et le Japon, avec 4,8 % de part de marché. Les exportations de services représentent plus du quart des exportations totales de la France en biens et services.

Après une forte progression en 2011 (+14 %), les exportations de services avaient stagné en 2012 (-0,7 %), à 168,3 Md€. Elles ont repris leur progression en 2013 (+3,4 %) pour s'établir à 174,0 Md€¹⁸. Les importations suivent la même tendance : après la baisse observée en 2012 (-1,6 %), elles augmentent en 2013 de 3,8 %, à 140,7 Md€.

Au total, selon les statistiques de la Banque de France, l'excédent sur les services se serait encore amélioré en 2013 pour atteindre 33,2 Md€. Alors que le solde des voyages et des transports se replie, l'amélioration est due aux autres types de services, qui progressent presque tous (à l'exception des redevances et droits de licence).

Figure 1 : Solde des échanges de services, par an depuis 2000 (Md€)



Source : Banque de France

* : Données annuelles des rapports 2011 et 2012 de la balance des paiements, intégrant des révisions sur 2009-2012 suite à un changement de collecte d'information (rupture entre 2008 et 2009).

** : Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année en cvs (mois de novembre reporté en décembre).

¹⁸ Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année, corrigées des variations saisonnières (mois de novembre reporté en décembre).

L'excédent du solde des échanges de « voyages et transports » diminue

Cette détérioration porte aussi bien sur les **transports**, dont le déficit augmente (-1,6 Md€ après -0,4 Md€), que sur les **voyages**, dont l'excédent se réduit (9,8 Md€ après 11,3 Md€).

Pour ces deux types de services, les **recettes** s'inscrivent en faible progression (+0,9 % pour les transports, +1,0 % pour les dépenses de voyages des étrangers en France) tandis que les **dépenses** augmentent plus rapidement (+4,2 % pour les transports, +6,2 % pour les dépenses de voyages des Français à l'étranger).

Tableau 1 : Évolution des échanges de services entre 2012 et 2013

En Md€, données CVS	Exportations		évolution	Importations		évolution	Solde	
	2012	2013*		2012	2013*		2012	2013*
Transports + Voyages	76,9	77,6	0,9%	66,0	69,4	5,1%	10,9	8,2
Transports	35,2	35,5	0,9%	35,6	37,1	4,2%	-0,4	-1,6
Voyages	41,7	42,1	1,0%	30,4	32,3	6,2%	11,3	9,8
Autres services	91,4	96,4	5,4%	69,7	71,4	2,4%	21,7	25,0
Autres services aux entreprises	55,5	59,0	6,4%	41,7	43,0	3,1%	13,8	16,0
Services	168,3	174,0	3,4%	135,7	140,7	3,8%	32,6	33,2

* Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS

Source : Banque de France

Les données sur les échanges de service en décembre 2013 seront publiées par la Banque de France mercredi 12 février dans le cadre des statistiques de balance des paiements. Ces données seront ensuite révisées en mars lors de la première publication de résultats de la balance des paiements suivant la nouvelle méthodologie du 6^{ème} Manuel de la balance des paiements du FMI, puis en juin lors de la publication du Rapport annuel 2013 de la balance des paiements.

L'excédent des échanges sur les autres services s'améliore

A la différence des « voyages et transports », l'excédent global des « **autres services** » augmente en 2013, passant sur 12 mois de 21,7 Md€ à 25,0 Md€. La hausse des exportations (+5,4 %) est plus marquée que celle des importations (+2,4 %).

En données brutes et sur 11 mois, les exportations progressent notamment pour les **services d'assurances** (+23,6 %) et les **services de construction** (+19,1 %), qui présentaient un recul marqué en 2012 ; pour ces types de services les recettes de 2013 ne retrouvent pas les niveaux de 2011. La progression des **services d'informatique et d'information** (+20,2 %) fait également suite à une baisse en 2012, mais le niveau atteint en 2013 marque une amélioration par rapport à 2011. Les recettes des **redevances et droits de licence** baissent (-10,1 %) pour la deuxième année consécutive.

La contribution la plus importante aux exportations et au solde provient des **autres services aux entreprises**¹⁹, qui sont à l'origine de 53,1 Md€ d'exportations et de 14,1 Md€ d'excédent (en hausse de 2,8 Md€). Cet excédent est essentiellement concentré sur le **négoce international** (14,4 Md€, en hausse de 12,2 %), et correspond dans ce cas en partie à des opérations intra-groupes. Les excédents sur les

¹⁹ Les *autres services aux entreprises* comprennent le négoce international, les services commerciaux, la location opérationnelle et les services « divers » aux entreprises. Ces derniers, dont les exportations représentent plus du tiers des exportations d'« autres types de services », comprennent : les services techniques (services d'études et de recherche, d'assistance technique), les honoraires de professions libérales, les frais de publicité, les services administratifs entre affiliés ...

services de construction et les **services d'assurance**, respectivement de 2,1 Md€ et 1,9Md€, s'inscrivent en forte hausse, l'augmentation des recettes s'accompagnant d'un recul des dépenses. Les excédents sur les **services financiers** et les **services de communication** (respectivement 1,7 Md€ et 1,6 Md€) restent à un niveau très proche de 2012. Le déficit des **services d'informatique et d'information** diminue, les dépenses augmentant plus lentement que les recettes.

La collecte et le traitement de l'information relative aux échanges de services demandent plus de temps que pour les échanges de biens. Le solde actuel pour 2013 repose pour certaines catégories sur des estimations provisoires qui pourront être sensiblement révisées dans les prochains mois. Il sera donc important de suivre de près la publication des prochains chiffres par la Banque de France, mercredi 12 février pour la balance des paiements de décembre 2013, puis début mars pour une version suivant la nouvelle méthodologie du 6^{ème} Manuel de la balance des paiements du FMI (qui va être mis en œuvre par tous les pays européens cette année et pourra entraîner des modifications significatives de certains chiffres), et enfin lors de la publication des prochains rapports annuels de la balance des paiements.

Tableau 3 : Évolution des échanges de services entre 2012 et 2013

	Exportations		Evolution	Importations		Evolution	Solde		Evolution
	11 mois 2012	11 mois 2013	2012/2013*	11 mois 2012	11 mois 2013	2012/2013*	11 mois 2012	11 mois 2013	2012/2013*
En Md€, données brutes									
Transports + Voyages	71,4	72,5	1,5%	61,3	64,6	5,3%	10,0	7,9	-2,1
Transports	32,2	32,5	0,9%	32,7	34,1	4,3%	-0,5	-1,7	-1,1
Transports maritimes	11,4	11,7	2,7%	11,2	11,4	1,3%	0,1	0,3	0,2
Transports aériens	11,5	10,6	-7,5%	10,6	11,0	3,7%	0,9	-0,3	-1,3
Autres transports	9,3	10,2	9,1%	10,9	11,8	7,9%	-1,6	-1,6	0,0
Voyages	39,2	40,0	2,0%	28,6	30,5	6,4%	10,6	9,6	-1,0
Autres services	81,0	86,9	7,4%	62,7	65,0	3,5%	18,3	22,0	3,7
Services de communication	5,2	5,5	5,4%	3,5	3,8	11,2%	1,7	1,6	-0,1
Services de construction	3,1	3,7	19,1%	1,7	1,6	-11,2%	1,4	2,1	0,8
Services d'assurances	2,1	2,5	23,6%	1,1	0,7	-34,7%	1,0	1,9	0,9
Services financiers	4,5	4,5	-1,1%	2,9	2,8	-4,4%	1,6	1,7	0,1
Services d'informatique et d'information	4,4	5,2	20,2%	5,7	6,1	7,1%	-1,3	-0,9	0,5
Services, redevances et droits de licence	8,8	7,9	-10,1%	6,8	7,2	6,8%	2,0	0,7	-1,4
Autres services aux entreprises	48,9	53,1	8,5%	37,7	39,0	3,5%	11,2	14,1	2,8
dont négoce international (1)	12,8	14,4	12,2%				12,8	14,4	1,6
dont commerciaux	3,0	3,6	19,8%	4,1	4,0	-0,5%	-1,1	-0,4	0,6
dont locations	1,1	1,3	23,3%	2,4	2,7	10,2%	-1,3	-1,3	0,0
dont divers	32,0	33,8	5,5%	31,2	32,3	3,6%	0,8	1,5	0,6
Services personnels, culturels et récréatifs	3,5	4,0	15,2%	3,2	3,5	10,5%	0,3	0,5	0,2
dont audiovisuels	1,7	1,8	6,6%	1,6	1,6	2,5%	0,1	0,1	0,1
dont autres	1,8	2,2	23,1%	1,6	1,9	18,4%	0,2	0,4	0,1
Services des administrations publiques	0,6	0,6	-5,5%	0,3	0,3	-1,1%	0,3	0,3	0,0

* en glissement annuel (flux) ou en variation (solde) sur 11 mois
 (1) négoce international : solde enregistré dans les exportations

Source : Banque de France



Fiche n°4 :

Une hausse du nombre d'exportateurs qui se poursuit en 2013

Fiche rédigée par la Direction générale des Douanes et droits indirects.

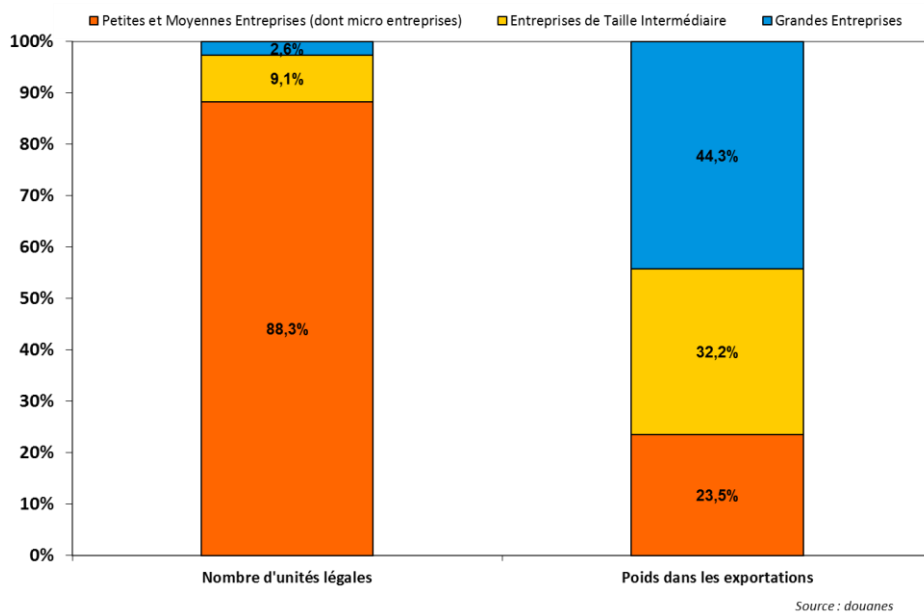
- ✓ **A 120 700, le nombre d'exportateurs de biens augmente à nouveau cette année, de 1% après une hausse de 2,7% en 2012.**
- ✓ **Cette progression résulte d'un afflux significatif de 31 200 entreprises entrantes qui s'engagent à l'international en 2013.**
- ✓ **A 4 100, le nombre d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) exportatrices progresse de 1,8%. Les ETI représentent le tiers des exportations françaises.**

Malgré un retournement à la baisse du montant des exportations en 2013, le nombre d'exportateurs continue à augmenter (+1,0% après +2,7% en 2012), pour atteindre 120 700, soit une hausse de 1 400. Il retrouve ainsi son niveau de 2008 précédant la récession mondiale.

Cette progression du nombre d'exportateurs est généralisée, quelle que soit la taille de l'entreprise. Elle est plus marquée pour les entreprises employant plus de 250 salariés (+2,4%) et celles employant moins de 20 salariés (+1,9%). La hausse résulte d'un **afflux significatif d'entreprises entrantes** (qui n'avaient pas exporté l'année précédente), constituées en majorité de primo-exportateurs (entreprises n'ayant jamais exporté). **Plus de 31 200 entreprises s'engagent ainsi à l'international** (après 29 600 en 2012). En revanche, le nombre d'entreprises sortantes, qui avait baissé en 2011 et 2012, repart à la hausse (de 3 200).

En 2013, les entreprises de taille intermédiaire (ETI) exportatrices sont au nombre de 4 100, soit une hausse de 1,8% par rapport à 2012. Ces ETI, qui regroupent près de 10 900 unités légales, représentent 4 % du nombre total d'exportateurs. En 2013, les montants exportés par les ETI se replient (-3,0%) mais ces dernières réalisent encore **le tiers des exportations françaises.**

Figure 1 : Répartition de l'appareil exportateur selon la catégorie d'entreprise * en 2013



*Conformément à la définition du décret 2008-1354. Une entreprise peut regrouper plusieurs unités légales.

Figure 2 : Evolution annuelle du nombre d'entreprises exportatrices et des montants exportés

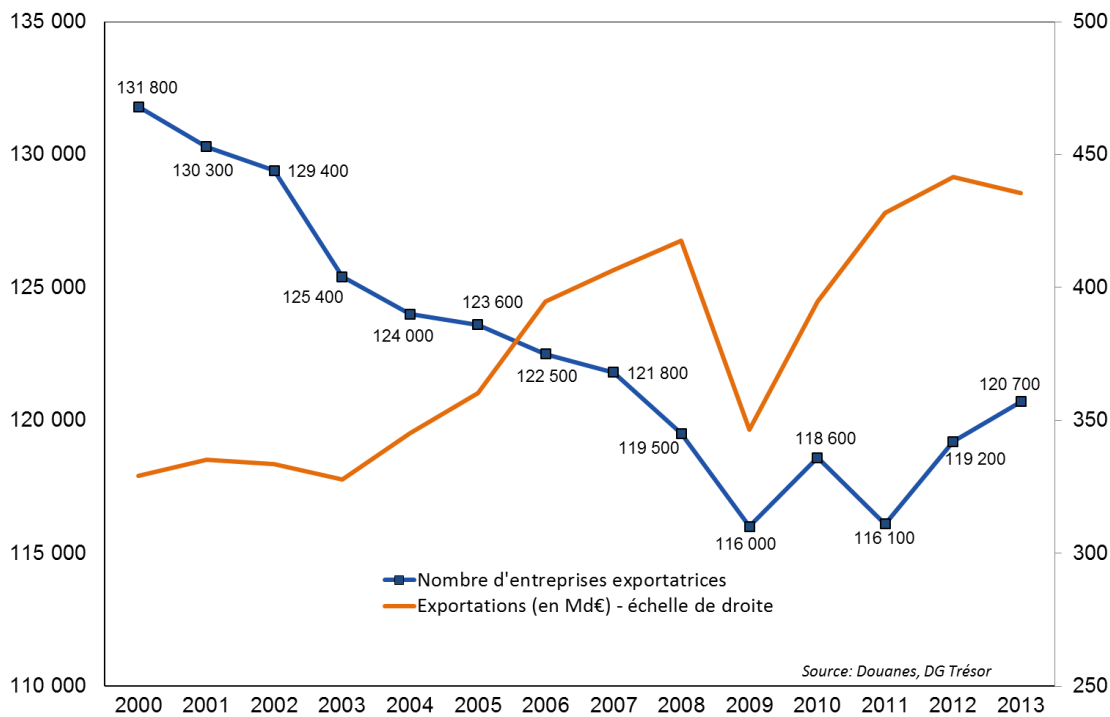
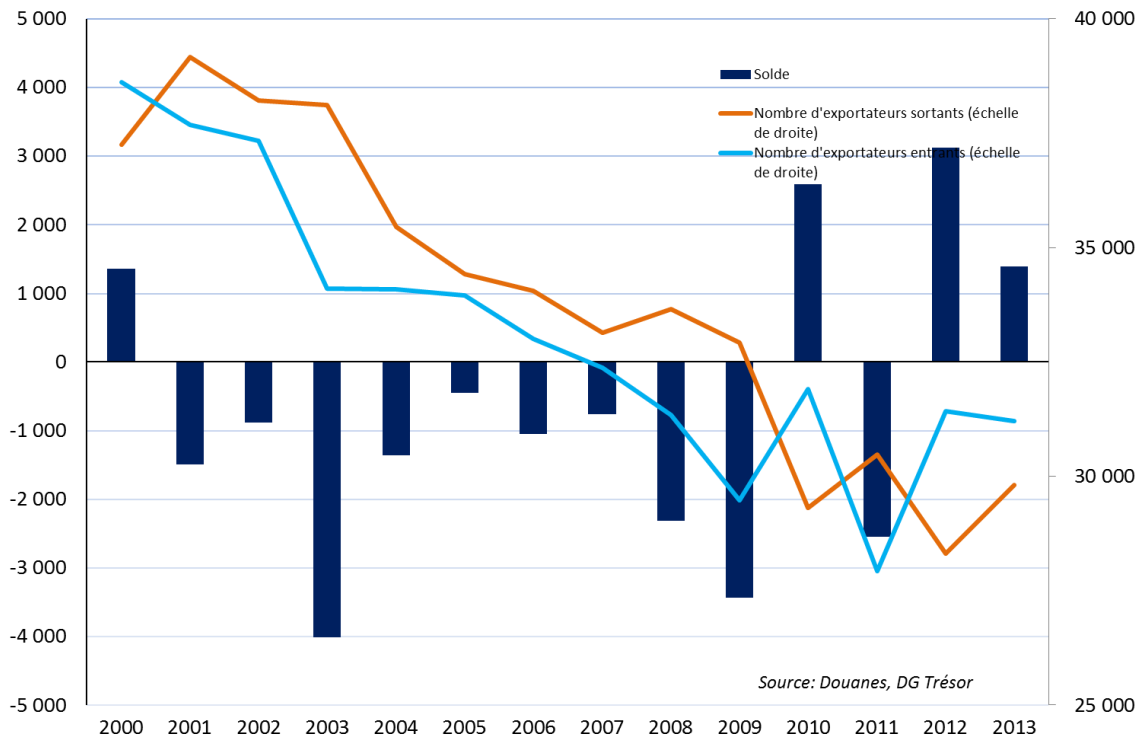


Figure 3 : Evolution annuelle du nombre d'exportateurs "entrants" et "sortants"





Fiche n°5 :

Une croissance modeste de l'activité et du commerce mondiaux en 2013 mais une accélération attendue en 2014

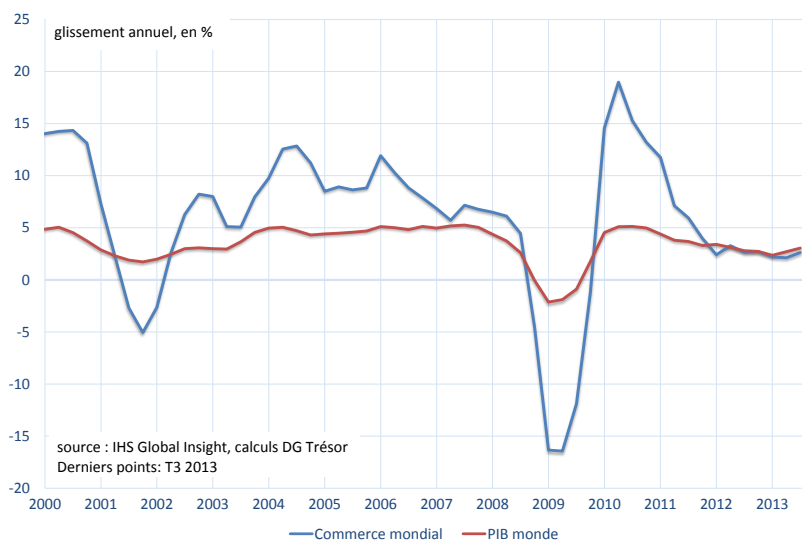
- ✓ **En 2013, la croissance mondiale est restée assez modeste (prévision FMI de 3%),** stable par rapport à 2012. En particulier, **la zone euro, premier client de la France à l'export, a enregistré une 2^{ème} année de récession et les Etats-Unis ont ralenti, de même que les économies émergentes,** avec une croissance inférieure aux niveaux enregistrés avant crise.
- ✓ **Le commerce mondial a lui aussi enregistré une croissance limitée (2,7% selon le FMI, soit un rythme identique à celui de 2012).** Au sein de la zone euro, les échanges n'ont progressé que très faiblement, après avoir décliné en 2012.
- ✓ **En 2014, les perspectives économiques s'amélioreraient progressivement et le commerce mondial redémarrerait.**

La croissance mondiale est restée assez modeste en 2013, stable par rapport à 2012 ; elle accélérerait en 2014

La croissance mondiale 2013 s'établirait à 3% selon le FMI, après 3,1% en 2012

La croissance mondiale a été assez modeste en 2013 (prévision FMI de 3%²⁰), proche de son niveau de 2012 (3,1%), **à la fois au plan mondial et dans les principales zones.** Ces chiffres restent très en-deçà des taux de croissance de 2010 (5,2%) et 2011 (3,9%).

Figure 1 : Évolution du commerce et du PIB mondiaux depuis 2000



²⁰ Perspectives économiques mondiales, mise à jour de janvier 2014.



L'activité en zone euro, premier partenaire commercial de la France, s'est de nouveau contractée (prévision FMI de -0,4%)

En zone euro, d'après les derniers chiffres disponibles, l'activité se serait à nouveau contractée en 2013, même si la tendance est à l'amélioration par rapport à 2012 (prévision FMI de -0,4% en 2013 après -0,7% l'an dernier). Les actions des gouvernements, de la BCE et de la Commission ont permis une amélioration très nette des conditions financières depuis la mi-2012 dans les pays du Sud de l'Europe, ce qui favorise le redressement de l'activité dans ces pays. L'amélioration de la situation économique dans ces pays est toutefois très progressive étant donné leurs besoins de désendettement public et privé. L'Allemagne est restée le moteur de la croissance en zone euro, même si sa croissance a ralenti en 2013 (0,5 % après 0,7 %), freinée par l'extérieur, tandis que la demande intérieure est restée résiliente.

Cependant, les perspectives économiques se sont améliorées au cours de l'année et **la zone euro est sortie de récession depuis le 2^{ème} trimestre 2013, confirmant le redémarrage de l'activité.** Les disparités intra-zone demeurent importantes mais les signes de reprise se matérialisent dans les principaux pays, notamment en Espagne, où l'économie a renoué avec la croissance au 3^{ème} trimestre après 9 trimestres consécutifs de baisse.

Les autres économies avancées ont enregistré une croissance plus élevée

Aux États-Unis, la croissance s'est légèrement infléchie en 2013, s'établissant autour de 2%, après 2,8% en 2012. La reprise des dépenses des ménages et des entreprises, en raison d'une situation en matière de désendettement plus avancée qu'en Europe, a été encore limitée par les mesures de consolidation des finances publiques qui ont affecté leur revenu et la demande publique. La reprise du marché de l'emploi a été de plus en plus dynamique, soutenue par l'action de la Réserve Fédérale, permettant une légère décreue du taux chômage qui reste toutefois à un niveau élevé. En parallèle, le marché immobilier a repris une tendance haussière.

Au Royaume-Uni, l'activité a fortement accéléré en 2013, pour atteindre une croissance de 1,9 % après 0,3 % en 2012. Ce rebond s'explique en premier lieu par une consommation des ménages particulièrement dynamique, soutenue par la reprise particulièrement vigoureuse du marché du travail, tandis que le cycle de reconstitution des stocks a compensé le recul de l'investissement privé et public. Enfin, la reprise de l'investissement résidentiel, favorisée par la politique monétaire accommodante ainsi que les programmes publics de soutien à l'acquisition immobilière, a également contribué à la croissance. Il faut aussi rappeler que cette reprise plus vigoureuse en 2013 fait suite à une récession particulièrement marquée et à une reprise plus lente au Royaume-Uni qu'en France.

Au Japon, la croissance en 2013, qui devrait s'établir à un niveau supérieur à 2012 (+1,4 %), a été principalement tirée par la politique économique très expansionniste menée tout au long de l'année, tant en matière monétaire que budgétaire. Celle-ci a en effet permis un regain de confiance des agents économiques, une hausse des valeurs mobilières et la dépréciation de la devise nippone, favorisant ainsi la demande intérieure, les exportations et une inflation positive.

Les émergents ont vu leur activité ralentir, avec une croissance de 4,7 % selon le FMI

L'activité a légèrement ralenti dans les économies émergentes en 2013 (prévision FMI de 4,7 %, pour l'ensemble des pays émergentes et en développement), laissant attendre une croissance nettement inférieure à celle prévalant avant 2008 (croissance annuelle comprise entre 7,3 % et 8,8 % de 2004 à 2007).

En 2014, les perspectives s'amélioreraient progressivement

En 2014, les perspectives s'amélioreraient progressivement mais l'activité resterait modérée : le FMI anticipe une croissance mondiale de **3,7 %**.

Le renforcement de la croissance serait emmené par les pays développés. L'activité se redresserait graduellement en zone euro, plus progressivement dans les pays de la périphérie que dans les pays « cœur », tandis que l'activité accélérerait aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Seul le Japon verrait son activité marquer le pas, sous l'effet d'une politique budgétaire plus restrictive.

Enfin, les économies émergentes poursuivraient sur le même rythme de croissance ralenti qu'en 2013.

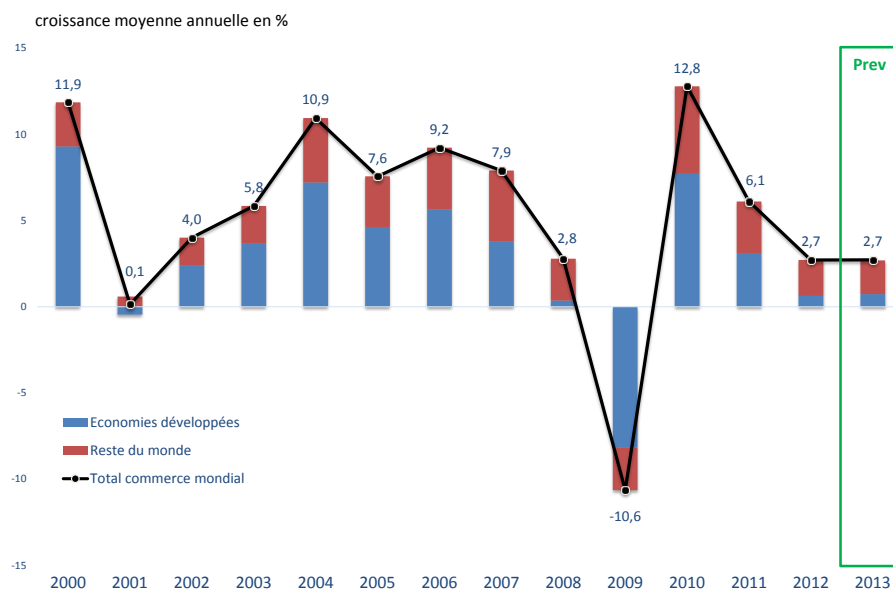
Le commerce mondial est resté peu dynamique en 2013 mais redémarrerait en 2014

Depuis la fin 2011, le commerce mondial est peu dynamique

Depuis la fin 2011, le commerce mondial est peu dynamique, amplifiant le ralentissement de l'activité qui affecte de nombreuses économies (cf. figure 2 ci-dessous) : après une croissance de 12,8% en 2010²¹, contrecoup de sa chute de plus de 10% au cœur de la crise mondiale en 2009, il a progressé de 6,1% en 2011, avant de freiner sensiblement à 2,7% en 2012 et en 2013.

L'ensemble des zones a contribué à ce ralentissement, à la fois les pays développés et les économies émergentes et en développement.

Figure 2 : Commerce mondial : évolution annuelle et contribution des principales zones



Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, octobre 2013. Prév. DG Trésor

²¹ L'ensemble des données ci-dessus sont issues des Perspectives économiques mondiales du Fonds monétaire international (FMI) et portent sur les échanges de biens et de services, en volume.

En 2013, le commerce mondial n'aurait progressé que de 2,7%, rythme 2 fois inférieur à sa moyenne de la décennie 2002-2012

En 2013, à l'image de la croissance mondiale, le commerce mondial est resté peu dynamique et aurait progressé à un rythme proche de celui de 2012 : **2,7 %**, contre une moyenne annuelle de **5,4 %** sur la décennie 2002-2012.

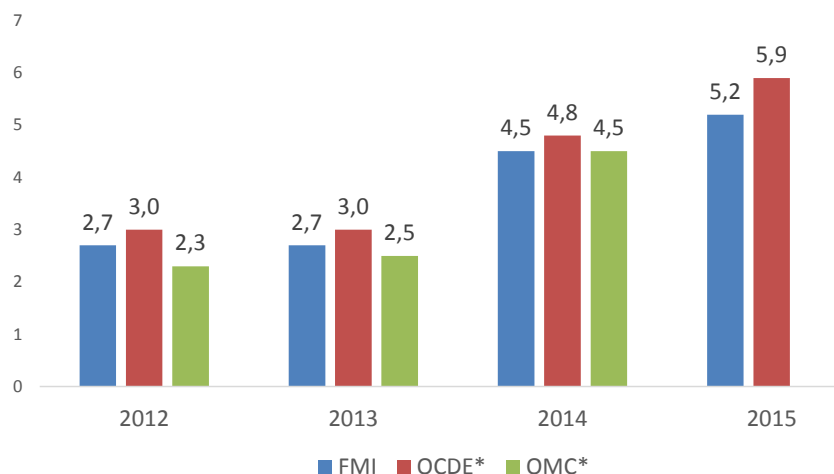
Les échanges de la zone euro auraient peu progressé : +0,4% selon le FMI²², après une baisse de 1,2% en 2012 – reflet la situation économique encore difficile dans la zone.

Une accélération est attendue en 2014

En fin d'année 2013, les indicateurs disponibles suggèrent une nette amélioration des perspectives ; le commerce mondial devrait ainsi significativement accélérer à partir de 2014, y compris au sein de la zone euro.

Pour 2014, le FMI anticipe une progression du commerce mondiale de 4,5% , l'OCDE de 4,8%, qui s'accélérait à 5,2% en 2015.

Figure 3 : Croissance annuelle du commerce mondial, en volume, 2012-2015 (%)



* Les données et prévisions de l'OMC et de l'OCDE ci-dessus ne couvrent que les échanges de biens, excluant les services.

Sources : FMI, Perspectives économiques mondiales, actualisation de janvier 2014. OCDE, Perspectives économiques, novembre 2013. OMC, septembre 2013.

²² Perspectives économiques mondiales, octobre 2013.

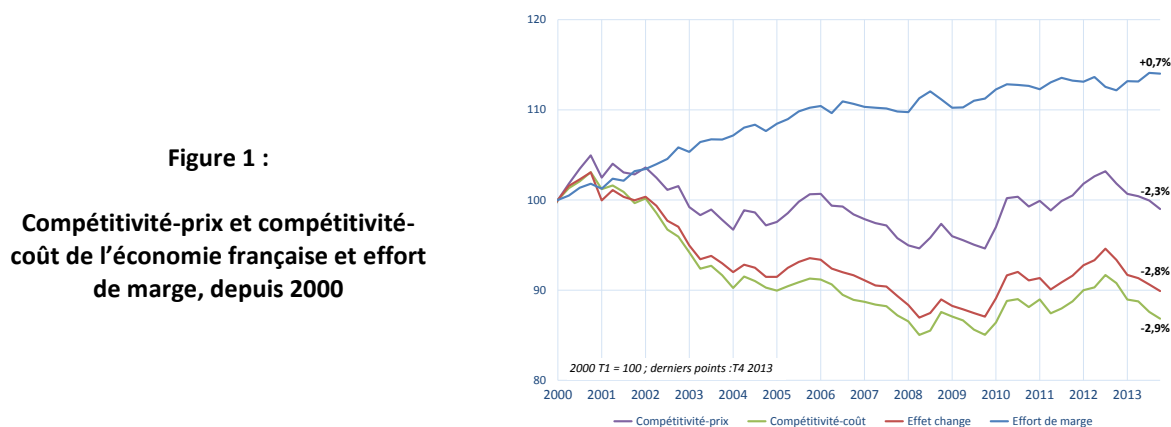
Fiche n°6 :

Une compétitivité de l'économie française affectée par l'appréciation de l'euro mais stable par rapport à nos principaux partenaires européens

- ✓ La forte appréciation de l'euro sur l'ensemble de l'année 2013 (+2,9% pour le taux de change effectif nominal) a pénalisé la compétitivité coût et prix de l'économie française, qui se dégrade depuis la mi-2012.
- ✓ Par rapport aux autres grandes économies de la zone euro, également impactées par la hausse de la monnaie unique, la compétitivité de la France reste en revanche quasiment inchangée.
- ✓ Plus difficile à chiffrer, la compétitivité liée à des facteurs hors prix continue d'expliquer une part significative de notre solde commercial.

L'appréciation de l'euro depuis la mi-2012 a conduit à une dégradation de la compétitivité-coût et de la compétitivité-prix de la France en 2013

Par rapport à ses partenaires de l'OCDE, la **compétitivité-prix et la compétitivité-coût²³ de la France se sont dégradées au cours de l'année 2013, de respectivement 2,3 % et 2,9 %** (comparaison janvier-octobre 2012 / janvier-octobre 2013 ; cf. figure 1 ci-dessous).



L'évolution en pourcentage indiquée sur le graphique est la comparaison janvier-octobre 2012 / janvier-octobre 2013.

Effet change = $1 / \text{taux de change effectif nominal}$

L'**effort relatif de marge** est le rapport de la compétitivité-prix (calculée à partir des séries de prix d'exportation de biens et services) et de la compétitivité-coût : une hausse correspond à un effort relatif de marge plus important de la part des exportateurs français (sources : données OCDE, calculs DG)

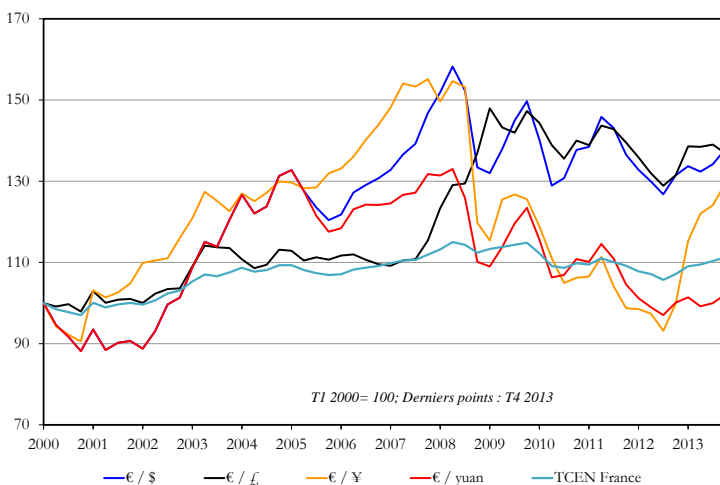
²³ La **compétitivité-prix** est définie comme le rapport entre le prix à l'exportation des biens et services étrangers et celui des biens et services français. La **compétitivité-coût**, qui désigne la compétitivité en termes de coûts de production, est ici mesurée par le rapport entre les coûts salariaux unitaires étrangers et ceux de la France. Les données sont issues de la base OCDE Perspectives économiques n°94, novembre 2013, comportant des prévisions pour le 4^{ème} trimestre 2013.

Trésor)

Les données portent sur l'ensemble des secteurs de l'économie.

Cette dégradation est due principalement aux mouvements de change : le taux de change effectif nominal de la France s'est en effet apprécié de 2,9 % en 2013, après s'être déprécié de 2,7 % en 2012 (cf. figure 2). Par ailleurs, les entreprises ont encore une fois réalisé un effort de marge pour que la dégradation de la compétitivité prix soit moins importante que celle de la compétitivité coût.

Figure 2 : Taux de change effectif nominal (TCEN) de la France et taux de change bilatéraux de l'euro, depuis 2000

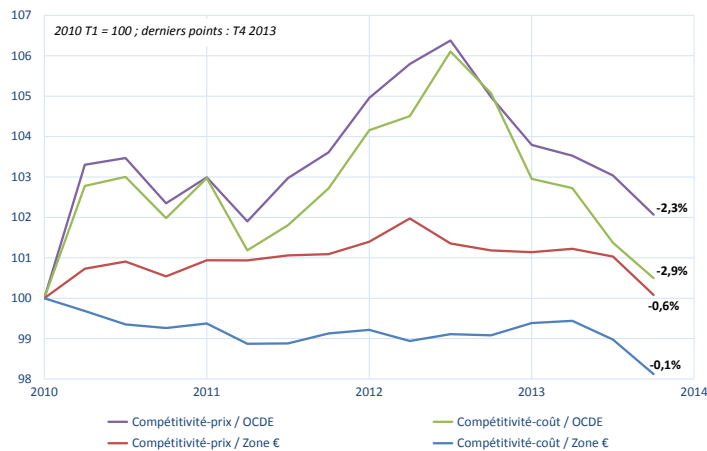


Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays. Une hausse de la courbe correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France.

Sources : données BCE, calculs DG Trésor.

En revanche, par rapport à nos principaux partenaires de la zone euro, la compétitivité de la France reste quasiment inchangée (cf. figure 3).

Figure 3 :
Compétitivité coût et prix par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro (dans l'ensemble de l'économie), depuis 2010



L'évolution en pourcentage indiquée sur le graphique est la comparaison janvier-octobre 2012 / janvier-octobre 2013.

Une hausse des courbes correspond à une amélioration de la compétitivité.

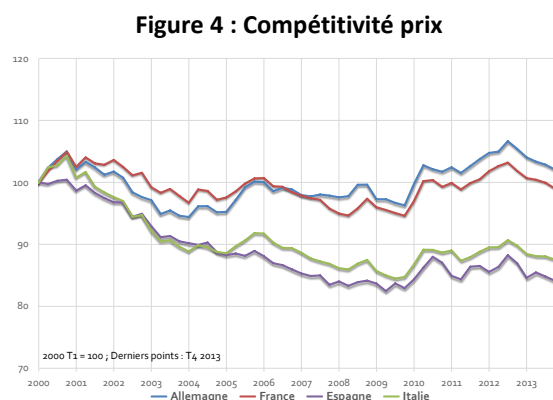
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor

En lien avec l'appréciation de l'euro, la compétitivité de nos principaux partenaires de la zone euro est également orientée à la baisse en 2013

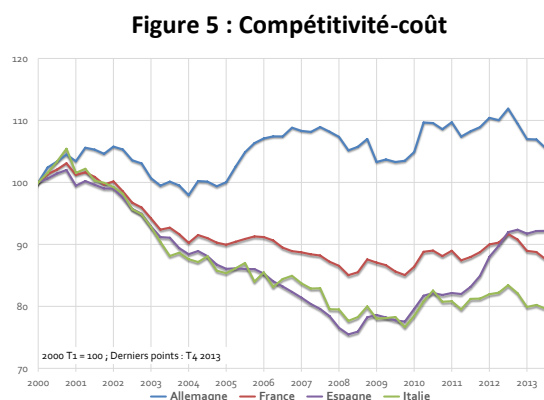
À l'image de la France, les autres principales économies de la zone euro ont également enregistré une baisse de leur compétitivité en 2013 (cf. gr. 4 et 5) :

- la compétitivité-prix de l'Allemagne a diminué en 2013 pour la 1ère fois depuis 2009 (-2,2 % après +2,8 % en 2012), l'appréciation de l'euro étant accompagnée d'une accélération des salaires, mais dans une moindre mesure que la compétitivité-coût (-4,1 % après +1,7 % en 2012), les entreprises allemandes réalisant à leur tour des efforts de marge ;
- l'Italie voit également sa compétitivité-prix et sa compétitivité-coût se dégrader en 2013 (-2,1 % et -3,3 % respectivement) par rapport à l'amélioration enregistrée en 2012 (+1,8 % et +2,1 %) ;
- l'Espagne connaît à nouveau une amélioration de sa compétitivité-coût en 2013 (+1,7 % après +9,0 % en 2012), qui ne se transmet toutefois pas à sa compétitivité-prix (-2,3 % en 2013 après +1,4 % en 2012), les entreprises espagnoles utilisant la réduction de leurs coûts salariaux pour se désendetter.

Figures 4 et 5 : Compétitivité prix comparée de la France et des 3 autres grandes économies de la zone euro, par rapport aux pays de l'OCDE, depuis 2000



Données : Prix à l'exportation des biens et services.
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.



Données : Coûts salariaux unitaires (ensemble de l'économie).
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

La compétitivité hors prix

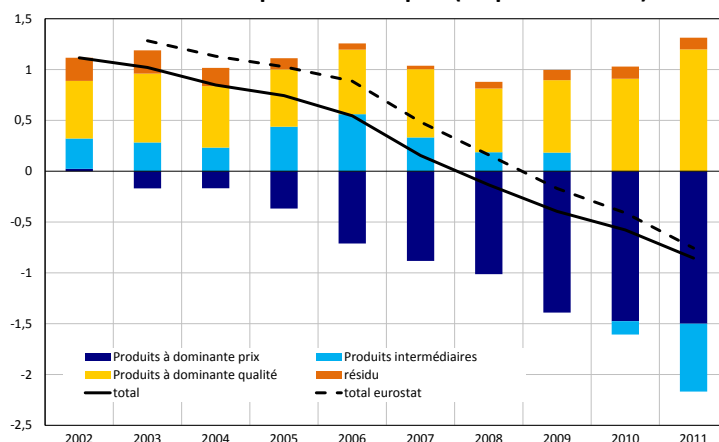
- Au-delà de la compétitivité sur les coûts et les prix (coût des facteurs de production, taux de change, etc.), la compétitivité d'une économie comprend également une forte dimension dite hors prix, liée à un ensemble de facteurs de nature qualitative : qualité des produits, contenu en innovation, image de marque...
- Bien que plus difficile à mesurer, elle explique une part significative des performances à l'exportation dans les économies avancées. Son rôle a été mis en avant par différents travaux²⁴.
- Une étude récente de la Direction générale du Trésor²⁵ s'efforce d'identifier le positionnement de la France en matière de compétitivité hors prix. Elle conclut que la

²⁴ Voir par exemple COE-Rexecode, *La Compétitivité de l'économie française 2012*.

France occupe un positionnement médian par rapport aux autres grandes économies développées, équivalent à celui des Etats-Unis ou de l'Italie.

- Cette situation médiane, qui l'expose à la fois à la concurrence sur les prix et sur le « hors-prix », appelle à une action conjointe sur la maîtrise des coûts et sur les efforts de qualité et d'innovation.
- L'étude souligne en outre qu'au cours des 10 dernières années, la France a doublé son excédent commercial sur les biens de « qualité » (i.e. biens pour lesquels la qualité est un facteur déterminant dans le choix de l'acheteur ; cf. graphique). Ce constat est vérifié par les données du CEPII relevant que la France dispose d'un avantage comparatif sur les produits de très haute technologie.

Figure 6 : Décomposition du solde commercial français hors énergie, de 2000 à 2011, selon la sensibilité des produits aux prix (en points de PIB)



Source : CEPII (BACI), calculs DG Trésor

Les dernières données disponibles dans la base BACI portent sur l'année 2011.

²⁵ Lettre Trésor Eco n°122, « Quel positionnement « hors-prix » de la France parmi les économies avancées ? », janvier 2014.

Fiche n°7 :

Une tendance à la stabilisation des parts de marché de la France

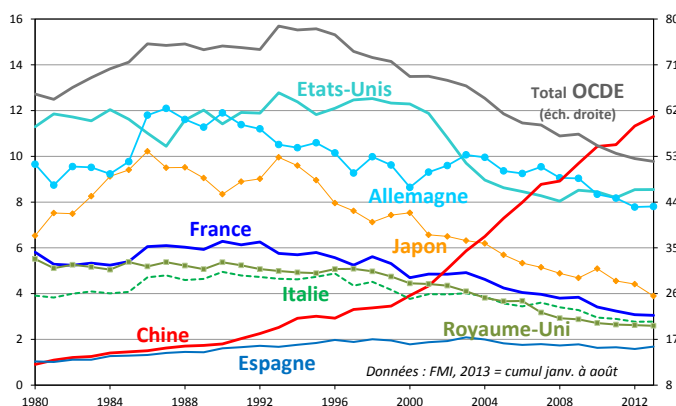
- ✓ Selon les dernières données disponibles à fin août, la part de la France dans le commerce mondial de biens serait stable en valeur en 2013, à 3,1%.
- ✓ En volume, la part de la France dans les exportations totales de l'OCDE affiche une tendance à la stabilisation depuis 3 ans, malgré un léger fléchissement en fin de période.

La part de la France dans le commerce mondial de biens est stable en 2013 en valeur, à 3,1%

Selon les dernières données disponibles du FMI à fin août²⁶, la part de marché mondiale en valeur de la France²⁷ serait stable en 2013 et s'établirait à 3,1 %. D'autres Etats européens enregistrent également une stabilisation entre 2012 et 2013 : Italie (2,8 %), Allemagne (7,8 %).

Cette stabilisation, cohérente avec les données en volume sur la part de la France dans les exportations de l'OCDE (cf. infra), contraste avec la tendance, depuis le début des années 1990, à une baisse de la part des grandes économies avancées dans le commerce mondial. Le poids de la France est ainsi passé de 5,8 % en 1995 à 4,7 % en 2000 et à 3,1 % cette année. Cette baisse sur longue période est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges mondiaux, la Chine, entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin 2001, ayant accédé en 2009 au rang de 1^{er} exportateur mondial, devant l'Allemagne. Elle peut aussi refléter, selon les pays, l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins orientée vers les marchés en forte croissance.

Figure 1 :
Part de marché mondiale en valeur des principaux exportateurs de l'OCDE et de la Chine (exportations de biens), en %



²⁶ Exportations de biens, exprimées en dollars ; données disponibles jusqu'en août 2013

²⁷ Définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales.

Tableau 1 : Part de marché mondiale en valeur des principaux exportateurs de l'OCDE et de la Chine (exportations de biens), en %

Mêmes mode de calcul et sources que la figure 1 ci-dessus

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
France	6,3	5,8	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	4,2	4,0	4,0	3,8	3,8	3,4	3,2	3,1	3,1
Chine	1,8	3,0	3,9	4,3	5,1	5,9	6,5	7,3	8,0	8,8	8,9	9,7	10,4	10,5	11,3	11,7
Etats-Unis	11,4	11,8	12,3	11,9	10,8	9,7	9,0	8,6	8,5	8,3	8,0	8,5	8,5	8,2	8,5	8,5
Allemagne	11,9	10,6	8,6	9,3	9,6	10,1	10,0	9,4	9,3	9,5	9,1	9,0	8,3	8,2	7,8	7,8
Japon	8,3	9,0	7,5	6,6	6,5	6,3	6,2	5,7	5,3	5,1	4,9	4,7	5,1	4,6	4,4	3,9
Pays-Bas	3,8	4,0	3,4	3,5	3,4	3,5	3,5	3,3	3,3	3,4	3,4	3,5	3,3	3,2	3,1	3,1
Corée	1,9	2,5	2,7	2,5	2,5	2,6	2,8	2,7	2,7	2,7	2,6	2,9	3,1	3,1	3,0	3,0
Italie	4,9	4,7	3,8	4,0	4,0	4,0	3,9	3,6	3,4	3,6	3,4	3,3	3,0	2,9	2,8	2,8
Roy.-Uni	5,4	4,9	4,4	4,4	4,3	4,1	3,8	3,7	3,7	3,2	2,9	2,9	2,7	2,6	2,6	2,6
Espagne	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	2,1	2,0	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8	1,6	1,7	1,6	1,7
Total OCDE	74,7	78,1	68,7	68,7	67,9	66,9	64,4	61,4	59,6	59,2	57,0	57,4	55,1	53,6	52,6	52,0

Figure 1 et tableau 1 : exportations de marchandises exprimées en dollars : exportations du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur

Sources : données FMI ; calculs DG Trésor. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

L'interprétation de la part de marché en valeur est toutefois rendue délicate par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondiale en valeur d'un pays reflètent en effet non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, lorsque la monnaie d'un pays se déprécie, sa part de marché en valeur est mécaniquement réduite avant que les effets de compétitivité n'influent positivement sur les quantités exportées.

C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner des évolutions en volume, qui ne sont pas affectées par la variation des prix des biens et services échangés, et offrent un meilleur diagnostic sur les évolutions des performances des différents pays de l'OCDE et sur la position relative de la France.

En volume, la part de la France dans les exportations totales de l'OCDE affiche une tendance à la stabilisation depuis 3 ans, malgré un léger fléchissement en fin de période

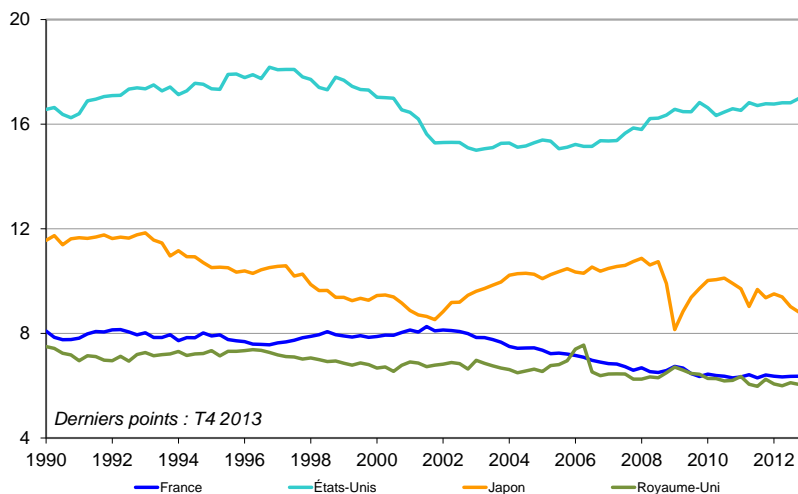
En volume, la part de la France dans les exportations d'un ensemble de pays de l'OCDE se stabilise depuis 2010, aux alentours de 6,3 %²⁸. Elle avait reculé depuis 2000, en raison notamment de la dégradation de la compétitivité-prix observée avant crise. La dégradation de la compétitivité hors-prix avait également joué un rôle. La France avait en outre été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période.

Les autres principales économies de l'OCDE affichent des évolutions contrastées :

²⁸ Ces résultats sont établis à partir des données de la base Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2013) comportant des prévisions pour le 4^{ème} trimestre 2013. Ils rapportent les exportations françaises à celles d'un groupe de 24 Etats membres de l'OCDE.

- après une amélioration continue de 1996 à 2007 suivie d'un tassement jusqu'en 2010, **l'Allemagne** voit sa part de marché en volume progresser depuis mais elle **baisse en 2013**, s'établissant à 16,5 % ;
- **l'Italie** est affectée depuis 1995 par un déclin prononcé et quasi-continu de sa part de marché jusqu'en 2009. Cette dernière se stabilise ensuite et s'établit à 4,0 % en 2013, en **légère baisse par rapport à 2012** ;
- la position de **l'Espagne** s'est améliorée au cours des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais s'est légèrement dégradée entre 2003 et 2008. Depuis, elle **s'est légèrement améliorée** (3,1 % en 2013 contre 3,0 % en 2008), en lien notamment avec des gains de compétitivité-prix ;
- la part de marché en volume du **Royaume-Uni** présente une tendance baissière quasi-continue, passant de 6,8 % en 2003 à 6,1 % en 2013.
- celle des **États-Unis**, en repli de 1995 à 2003, a été en progression régulière jusqu'en 2012, aidée notamment par une dépréciation globale du dollar depuis 2002 pour s'établir à 17,0 % ;
- enfin, dans le cas du **Japon**, après l'amélioration observée entre 2003 et 2007, grâce notamment à la baisse du yen et aux efforts réalisés en matière de coûts salariaux, un vif décrochage se produit en 2009, en partie sous l'effet de l'appréciation de la devise nippone. En 2013, la part de marché du Japon s'établit autour de 9,2 %.

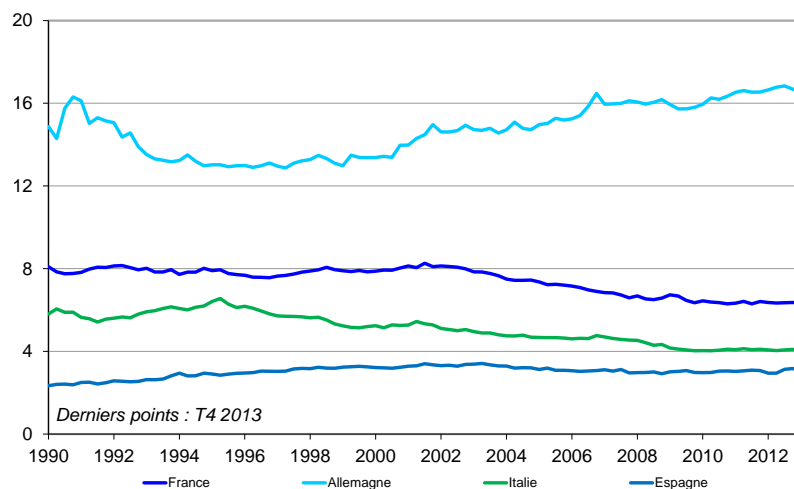
Figure 3 : Part de la France, des Etats-Unis, du Japon et du Royaume-Uni dans les exportations d'un ensemble d'Etats de l'OCDE, en volume (exportations de biens et services), en %



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base)

Sources : données OCDE, calculs DG Trésor

Figure 4 : Part de la France et des principales économies de la zone euro dans les exportations d'un ensemble d'Etats de l'OCDE, en volume (exportations de biens et services), en %



Mêmes mode de calcul et sources que la figure 3 ci-dessus

Tableau 2 : Part dans les exportations d'un ensemble d'Etats de l'OCDE, en volume données détaillées (exportations de biens et services), en %

	1990	1995	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	12T1	12T2	12T3	12T4	13T1	13T2	13T3	13T4
France	7,9	7,8	7,8	7,5	7,3	7,0	6,7	6,6	6,6	6,4	6,4	6,4	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,3	6,3	6,2	6,2
Allemagne	15,3	13,0	14,7	14,8	15,1	15,7	16,0	16,1	15,8	16,2	16,6	16,7	16,5	16,6	16,8	16,8	16,7	16,5	16,6	16,6	16,5
Italie	5,9	6,3	4,9	4,7	4,7	4,7	4,6	4,4	4,1	4,1	4,1	4,1	4,0	4,1	4,0	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0
Espagne	2,4	2,9	3,4	3,2	3,1	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,1	3,0	3,1	2,9	2,9	3,1	3,2	3,0	3,2	3,2	3,2
Roy-Uni	7,3	7,3	6,8	6,6	6,8	7,0	6,4	6,3	6,6	6,2	6,2	6,1	6,1	6,1	6,0	6,1	6,0	6,0	6,1	6,1	6,1
Japon	11,6	10,5	9,8	10,3	10,3	10,4	10,6	10,5	9,0	10,0	9,4	9,2	9,2	9,5	9,4	9,0	8,8	9,1	9,2	9,1	9,3
Etats-Unis	16,5	17,6	15,1	15,2	15,2	15,2	15,6	16,1	16,6	16,5	16,7	16,8	17,0	16,8	16,8	16,8	17,0	16,9	16,9	17,0	17,0



Fiche n°8 :

Des exportations soutenues par l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique

- ✓ Les exportations françaises sont à nouveau portées en 2013 par 3 de leurs moteurs traditionnels : l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique, tandis que la facture énergétique se réduit de 5%.
- ✓ Dans la plupart des autres secteurs, les échanges ralentissent et le déficit se dégrade légèrement ou se stabilise. Le déficit de l'automobile se détériore de près de 2,7 Md€, passant de 3,4 Md€ à 6,1 Md€, même si le sous-secteur des équipements reste excédentaire.

L'agroalimentaire, l'aéronautique et la pharmacie portent cette année encore les exportations françaises, tandis que la facture énergétique se réduit

Avec une progression de 3,3%, c'est le secteur agroalimentaire²⁹ qui a le plus porté les exportations en 2013, consolidant en outre son excédent à 11,5 Md€

La progression est la plus forte sur le champ des produits agricoles non-transformés (+8,7%). Cette évolution est imputable à la hausse des volumes exportés (+10,7% en moyenne sur l'ensemble des produits), tandis que le cours de plusieurs des principales matières premières agricoles s'inscrit en baisse par rapport à l'année précédente³⁰. Malgré des importations également dynamiques (+5,4%), l'excédent s'améliore à 4,4 Md€, contre 3,7 Md€ en 2012. D'un point de vue géographique, l'Europe demeure le débouché des trois quarts des ventes du secteur et progresse de 4,0%.

Les exportations des industries agroalimentaires (IAA), deuxième composante du secteur agroalimentaire, progressent également, même si c'est à un rythme moins élevé que pour les produits bruts (+1,4%). En outre, elles croissent moins que les importations (+3,6%).

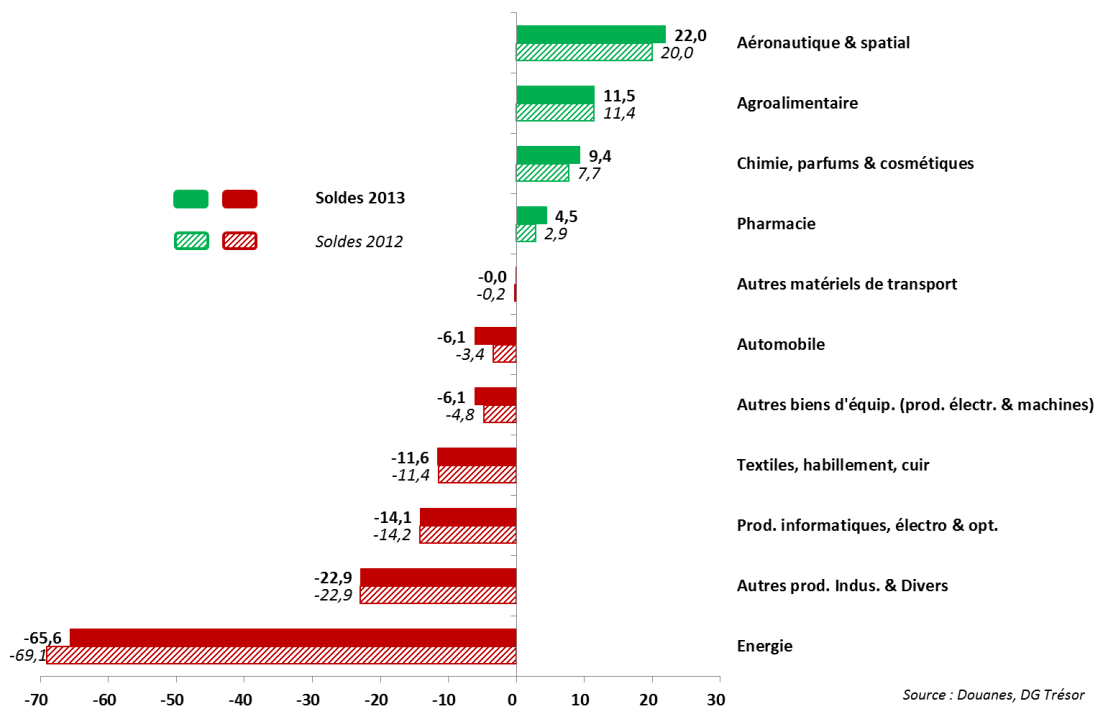
Les boissons, principale force des IAA françaises, parviennent à maintenir leur excédent, à 10,7 Md€ (comme en 2012), portées par les ventes vers l'Europe tandis que celles vers l'Asie décroissent³¹. Les autres produits des IAA, qui enregistrent traditionnellement un déficit, voient celui-ci s'accroître, à 3,7 Md€, après 3,0 Md€ en 2012.

²⁹ Le secteur agroalimentaire comprend : (i) les produits agricoles, non transformés, et (ii) les produits des industries agroalimentaires.

³⁰ L'indice composite du Conseil international des céréales (*IGC Grains and Oilseeds Index*) se situe en moyenne à 273 sur l'année, contre 290 en 2012 (valeur 100 en janvier 2000), soit une baisse de 6%.

³¹ Avec 50% des ventes et une hausse de 1,6% en 2013, l'Europe demeure le premier client de la France pour les boissons. A l'inverse, les exportations ont diminué de 4,4% vers l'Asie, notamment vers la Chine et le Japon (respectivement -17,5% après une croissance de +15,3% en 2012, et -4,5%). En 2013, l'Asie reste malgré cela la deuxième destination des boissons françaises à l'export (24,2%), devant les Amériques (20,5%).

Figure 1 : Soldes des principaux secteurs d'activité - comparaison 2012 - 2013 (Md€ ; données CAF / FAB³²)



La pharmacie atteint un montant record d'exportations et renforce son excédent, à 4,5 Md€

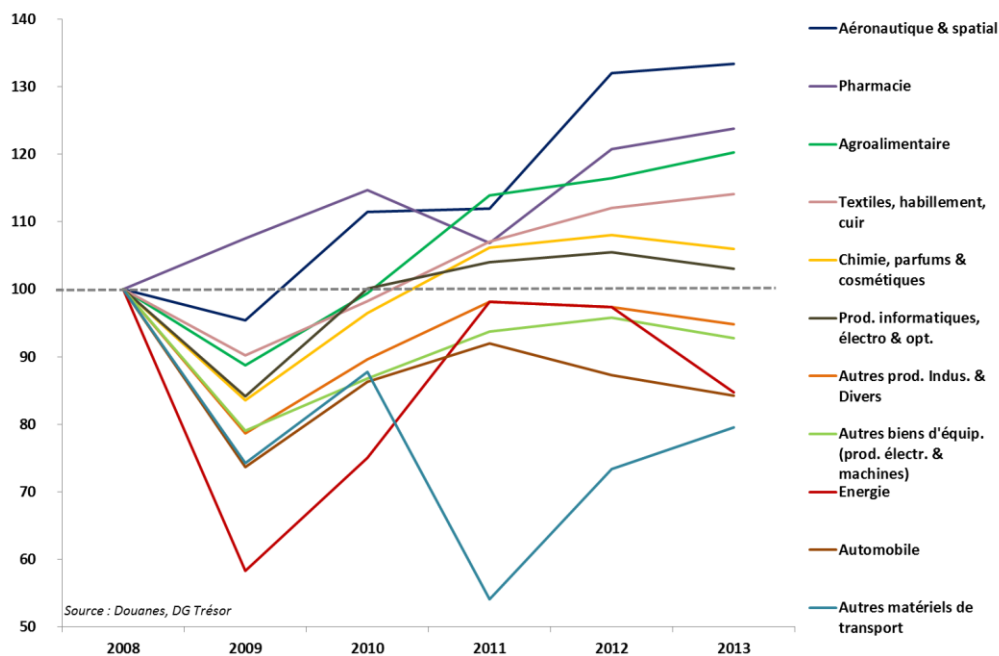
Les exportations pharmaceutiques atteignent un niveau record en 2013, grâce à une croissance de 2,5% par rapport à 2012. Elles représentent désormais 6,9% des exportations françaises totales contre 5,3% en 2012. En 2013, le dynamisme des ventes a été porté par l'Europe, ainsi que par l'Afrique, tandis que celles vers l'Asie chutent. Conjugées à une baisse des importations (-3,4%), ces exportations ont permis au secteur d'améliorer son excédent de plus de 1,6 Md€ à 4,5 Md€ en 2013 (contre 2,9 Md€ en 2012).

Le secteur aéronautique et spatial enregistre un nouvel excédent record, à 22 Md€

Le secteur conserve son statut de premier excédent commercial sectoriel, à 22 Md€, dépassant de 2 Md€ celui enregistré l'année dernière, qui était pourtant déjà une année record. Les exportations sont en légère hausse (+1%), après une année 2012 de très forte progression (+18,0%). Dans le même temps, les importations du secteur se sont repliées de 4,9%.

³² La valeur des échanges de biens est d'abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite **CAF/FAB** : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu'à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d'établir une symétrie dans l'évaluation des deux flux d'échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d'un solde **FAB/FAB** global, sur l'ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

Figure 2 : Evolution des exportations par grand secteur, depuis 2008 (base 100 en 2008)



La chimie, atout traditionnel de la France à l'international, enregistre un repli de ses échanges, mais reste notre 3^{ème} excédent sectoriel (9,4 Md€), en hausse par rapport à 2012, et représente près de 52 Md€ d'exports

Parmi les atouts de la France à l'international figure également la chimie. En 2013, elle demeure notre 3^{ème} excédent sectoriel (9,4 Md€) mais a contribué négativement à la croissance des exportations, qui se replie de 1,9% par rapport à 2012, tandis que les importations reculent de -6,1%.

La facture énergétique se réduit de 5%

La facture énergétique (solde importations - exportations d'énergie) passe de 69,1 Md€ à 65,6 Md€ en 2013, interrompant la tendance à la hausse engagée depuis 2009, dans un contexte de baisse des échanges, à l'export et à l'import (respectivement -12,9% et -7,1%, en valeur, cf. fiche dédiée).

Dans la plupart des autres secteurs, les échanges ralentissent et le déficit se dégrade légèrement ou se stabilise

Le déficit de l'automobile se détériore de près de 2,7 Md€ par rapport à 2012, passant de 3,4 Md€ à 6,1 Md€, même si les équipements automobiles restent excédentaires

L'accentuation du déficit de l'automobile est le résultat d'une diminution des exportations (-3,5%) alors que les importations ont rebondi (+2,9% après -8,7% en 2012). La branche des équipementiers a été bien orientée (+1,6% pour les exports et -0,2% pour les imports), consolidant son excédent à 2,8 Md€ (après 2,6 Md€ en 2012). Mais la construction automobile (production de véhicules, par distinction avec celle de pièces) voit son déficit se creuser, à 8,9 Md€, après 6,0 Md€ en 2012, en lien avec des exportations en repli de 6,4%, tandis que les importations progressent de 4,1%.

Le déficit des biens d'équipement se creuse légèrement, à 20,2 Md€, enrayant l'embellie observée en 2012

Les biens d'équipement, qui représentent près de 20% des exportations et des importations, voient leur déficit se dégrader de 1,2 Md€, passant de 19,0 Md€ à 20,2 Md€, malgré des importations en léger repli (-1,2%) et en lien avec des exportations nettement orientées à la baisse (-2,9%).

La baisse des exportations concerne les 3 grands sous-ensembles qui composent le secteur : machines agricoles et industrielles (-3,9%), les produits informatiques, électroniques et optiques (-2,3%), et, dans une moindre mesure, les équipements électriques et ménagers (-1,8%). Les importations sur chacun de ces postes ayant mieux résisté, le déficit des trois composantes du secteur des biens d'équipement s'est dégradé en 2013.

Figure 3 : Répartition des exportations françaises par grand secteur - comparaison 2004-2013

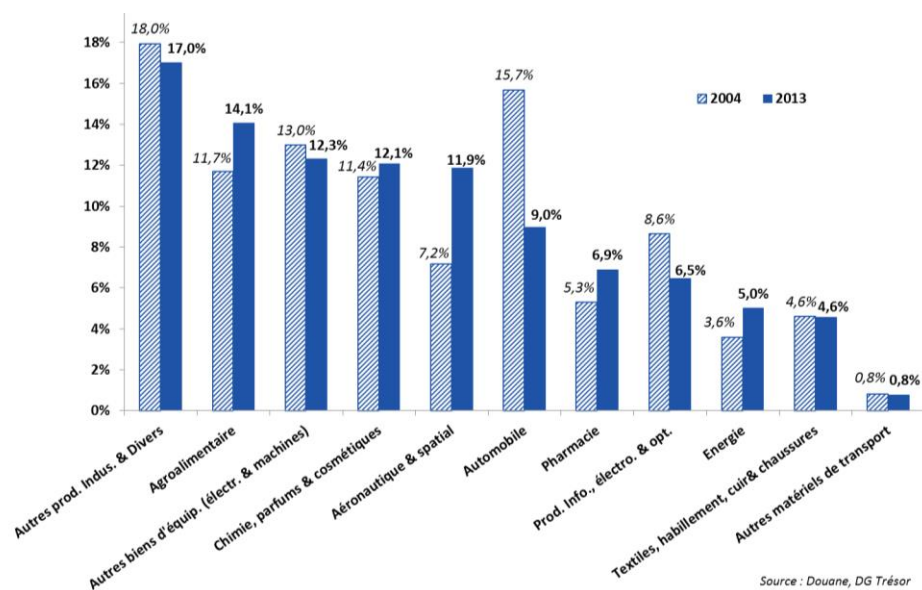


Figure 4 : Répartition des importations françaises par grand secteur - comparaison 2004-2013

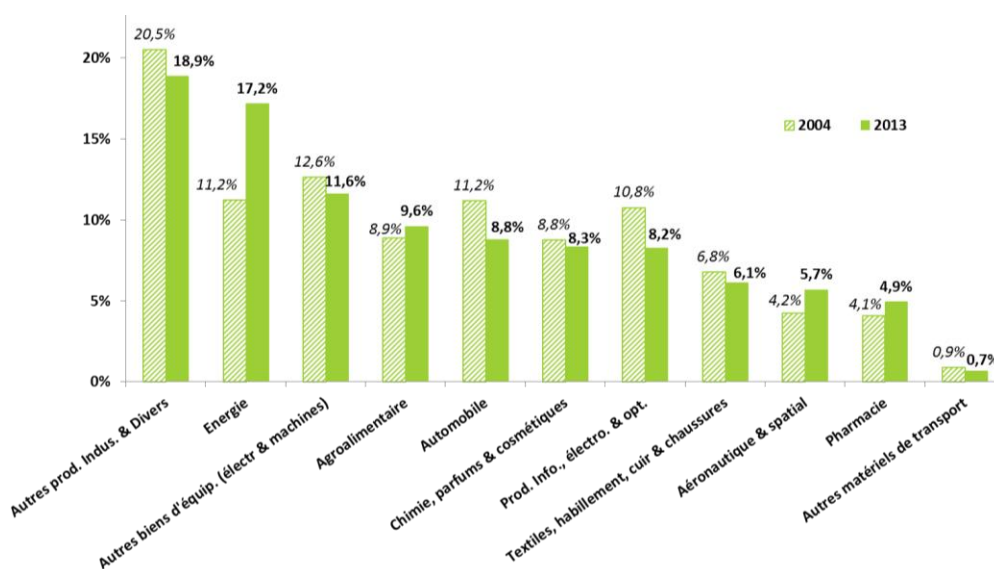


Tableau 1 : Contribution des principaux secteurs d'activité à l'évolution des échanges de la France en 2013

	Données estimées brutes	2012			2013			Contribution à la croissance annuelle (pt %)
		Md€	Croissance annuelle (g.a.)	Poids	Md€	Croissance annuelle (g.a.)	Poids	
Echange FAB/ FAB yc militaire	Export	441,4	3,1%		435,6	-1,3%		
	Import	508,6	1,2%		496,8	-2,3%		
	Solde	-67,2			-61,2			
Ensemble CAF/ FAB hors militaire	Export	433,7	3,2%	100,0%	427,6	-1,4%	100,0%	-1,4%
	Import	517,9	1,2%	100,0%	506,7	-2,2%	100,0%	-2,2%
	Solde	-84,2			-79,1			
Ensemble CAF/ FAB hors militaire & hors énergie	Export	409,1	3,4%	94,3%	406,2	-0,7%	95,0%	-0,7%
	Import	424,2	-0,1%	81,9%	419,6	-1,1%	82,8%	-0,9%
	Solde	-15,0			-13,5			
Energie	Export	24,6	-0,9%	5,7%	21,4	-12,9%	5,0%	-0,7%
	Import	93,7	7,5%	18,1%	87,1	-7,1%	17,2%	-1,3%
	Solde	-69,1			-65,6			
Agroalimentaire	Export	58,2	2,3%	13,4%	60,1	3,3%	14,1%	0,4%
	Import	46,8	2,8%	9,0%	48,7	4,0%	9,6%	0,4%
	Solde	11,4			11,5			
Produits agricoles	Export	15,1	-5,4%	3,5%	16,4	8,7%	3,8%	0,3%
	Import	11,4	0,0%	2,2%	12,0	5,4%	2,4%	0,1%
	Solde	3,7			4,4			
Boissons	Export	13,7	10,1%	3,2%	13,8	0,7%	3,2%	0,0%
	Import	3,0	2,6%	0,6%	3,0	2,1%	0,6%	0,0%
	Solde	10,7			10,7			
Produits des IAA hors boissons	Export	29,4	3,2%	6,8%	29,9	1,7%	7,0%	0,1%
	Import	32,4	3,8%	6,3%	33,6	3,7%	6,6%	0,2%
	Solde	-3,0			-3,7			
Biens d'équipements	Export	82,7	1,9%	19,1%	80,4	-2,9%	18,8%	-0,5%
	Import	101,8	-2,2%	19,6%	100,6	-1,2%	19,8%	-0,2%
	Solde	-19,0			-20,2			
Produits informatiques, électroniques et optiques	Export	28,3	1,3%	6,5%	27,7	-2,3%	6,5%	-0,1%
	Import	42,5	-4,0%	8,2%	41,8	-1,8%	8,2%	-0,1%
	Solde	-14,2			-14,1			
Équipements électriques et ménagers	Export	18,5	0,6%	4,3%	18,2	-1,8%	4,3%	-0,1%
	Import	21,4	0,5%	4,1%	21,4	0,3%	4,2%	0,0%
	Solde	-2,8			-3,2			
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	Export	35,9	3,0%	8,3%	34,5	-3,9%	8,1%	-0,3%
	Import	37,9	-1,7%	7,3%	37,4	-1,3%	7,4%	-0,1%
	Solde	-2,1			-3,0			
Matériels de transport	Export	93,1	7,3%	21,5%	92,4	-0,7%	21,6%	-0,1%
	Import	76,7	0,5%	14,8%	76,5	-0,2%	15,1%	0,0%
	Solde	16,3			15,9			
Automobile	Export	39,8	-5,0%	9,2%	38,4	-3,5%	9,0%	-0,3%
	Import	43,2	-8,7%	8,3%	44,4	2,9%	8,8%	0,2%
	Solde	-3,4			-6,1			
Aéronautique et spatial	Export	50,3	18,0%	11,6%	50,8	1,0%	11,9%	0,1%
	Import	30,3	19,3%	5,8%	28,8	-4,9%	5,7%	-0,3%
	Solde	20,0			22,0			
Autres matériels de transports	Export	3,0	35,6%	0,7%	3,3	8,4%	0,8%	0,1%
	Import	3,3	-12,4%	0,6%	3,3	0,9%	0,7%	0,0%
	Solde	-0,2			0,0			
Autres produits industriels	Export	171,4	2,6%	39,5%	169,4	-1,1%	39,6%	-0,4%
	Import	195,3	0,3%	37,7%	190,3	-2,5%	37,6%	-1,0%
	Solde	-23,9			-20,9			
Textiles, habillement, cuir et chaussures	Export	19,1	4,7%	4,4%	19,5	1,8%	4,6%	0,1%
	Import	30,6	-0,4%	5,9%	31,1	1,7%	6,1%	0,1%
	Solde	-11,4			-11,6			
Bois, papier et carton	Export	8,2	-3,1%	1,9%	8,0	-2,1%	1,9%	0,0%
	Import	12,6	-4,1%	2,4%	12,2	-3,2%	2,4%	-0,1%
	Solde	-4,4			-4,1			
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	Export	52,6	1,8%	12,1%	51,6	-1,9%	12,1%	-0,2%
	Import	44,9	1,4%	8,7%	42,2	-6,1%	8,3%	-0,5%
	Solde	7,7			9,4			
Produits pharmaceutiques	Export	28,7	13,0%	6,6%	29,5	2,5%	6,9%	0,2%
	Import	25,9	9,4%	5,0%	25,0	-3,4%	4,9%	-0,2%
	Solde	2,9			4,5			
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	Export	17,5	-0,1%	4,0%	17,4	-0,9%	4,1%	0,0%
	Import	22,9	0,1%	4,4%	22,8	-0,3%	4,5%	0,0%
	Solde	-5,3			-5,4			
Produits métallurgiques et produits métalliques	Export	32,0	-3,7%	7,4%	29,7	-7,2%	6,9%	-0,5%
	Import	37,1	-6,5%	7,2%	35,9	-3,4%	7,1%	-0,2%
	Solde	-5,1			-6,2			
Produits manufacturés divers	Export	13,2	5,6%	3,0%	13,8	4,8%	3,2%	0,1%
	Import	21,3	4,8%	4,1%	21,2	-0,6%	4,2%	0,0%
	Solde	-8,2			-7,4			
Produits Divers	Export	3,8	4,3%	0,9%	3,8	1,8%	0,9%	0,0%
	Import	3,6	-4,3%	0,7%	3,5	-3,1%	0,7%	0,0%
	Solde	0,1			0,3			

Source : Douanes, DG Trésor



Fiche n°9 :

Un déficit en réduction vis-à-vis de la plupart des grandes régions du monde, dont l'Union européenne

- ✓ **En 2013, le solde commercial bilatéral de la France s'est amélioré ou stabilisé vis-à-vis de la plupart des grandes zones**, hormis le Proche et Moyen-Orient et l'Europe hors Union européenne
- ✓ **Le déficit vis-à-vis de l'UE, notre premier partenaire commercial, se réduit de 9%**, même s'il reste élevé, à près de 39 Md€.
- ✓ Dans un contexte de contraction des échanges, **seuls le continent américain et le Proche et Moyen-Orient ont contribué positivement à la croissance des exportations.**

Le déficit vis-à-vis de l'Union européenne se réduit, tandis que seuls le continent américain et le Proche et Moyen-Orient contribuent positivement à la croissance des exportations

Le déficit vis-à-vis de l'Union européenne, notre premier partenaire commercial, se réduit de 9%, à 38,7 Md€

Cette évolution s'opère dans un **contexte de légère baisse des exportations vers l'UE (-0,7%), couplé d'un repli des importations (-1,9%)**.

Le déficit français vis-à-vis de l'Union européenne (UE) se résorbe ainsi de 9%, soit 3,9 Md€, pour s'établir à 38,7 Md€, ce qui le ramène à son niveau de 2011, après le pic de 2012 (42,5 Md€).

Si la zone euro participe à ce mouvement de résorption³³, c'est surtout via un ralentissement plus fort des importations (-1,9%) que des exportations vers cette région (-1,2%), en lien avec une situation économique encore dégradée. A l'inverse, **les Etats d'Europe de l'est contribuent favorablement à la fois à la croissance des exports et des imports mais creusent le déficit** français.

Notre déficit se réduit vis-à-vis de l'Allemagne, passant de 18,3 Md€ à 16,7 Md€, conséquence d'une baisse des exportations moins forte que celle des importations (respectivement -1,8% et -3,4%)

Le Royaume-Uni³⁴, 4^{ème} client et 1^{er} excédent de la France contribue à la fois à la croissance de nos exports et à la réduction de notre déficit. Les exportations progressent en effet de 0,7% (-9% pour les importations). L'excédent français vis-à-vis de ce pays augmente ainsi de 44%, passant de 6,4 Md€ à 8,7 Md€.

Néanmoins, **la zone euro et l'UE restent les 2 seules régions vers lesquels les exportations françaises n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant crise.**

³³ Le déficit de la France vis-à-vis de la zone euro s'élève en 2013 à 41,2 Md€, contre 43,6 Md€ en 2012.

³⁴ Les exportations vers le Royaume-Uni ont progressé de 2,3% en 2013 (-9,3% pour les importations), générant une contribution positive de 0,2% (-0,4% pour les imports). L'excédent français vis-à-vis de ce pays passe ainsi de 6,4 Md€ en 2012 à 9,2 Md€ en 2013, soit une progression de 2,8 Md€.

Figure 1 : Solde commercial de la France par grande région du monde - comparaison 2012 - 2013 (Md€)

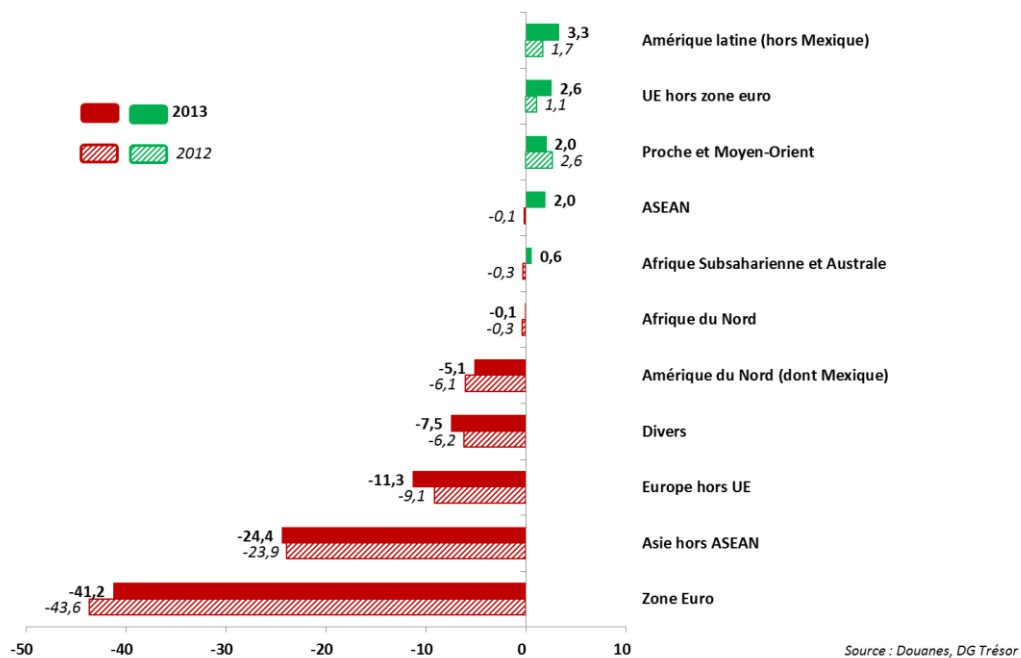
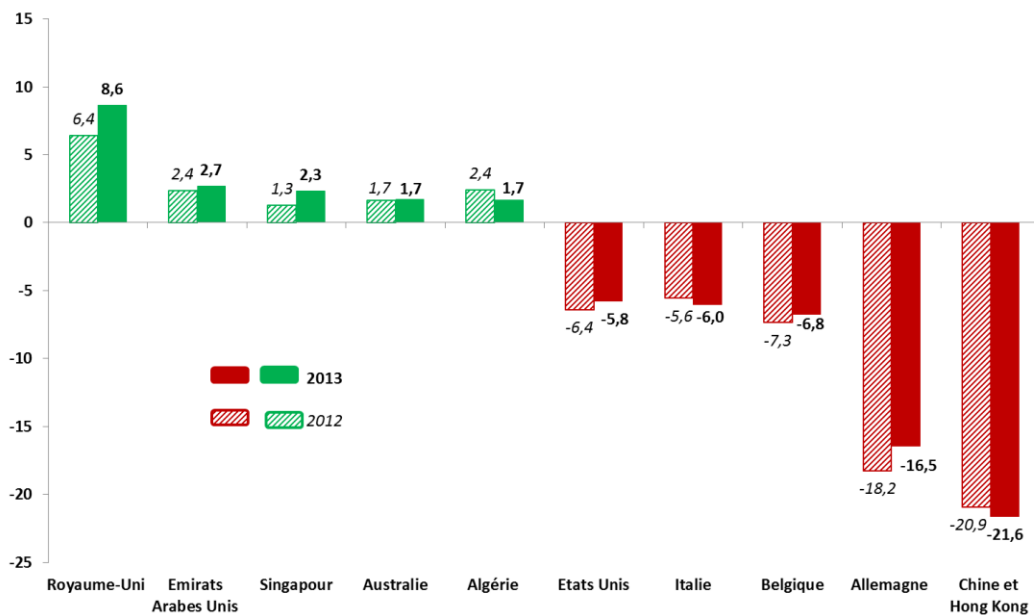


Figure 2 : Les 5 principaux excédents et déficits bilatéraux de la France en 2013 et évolution par rapport à 2012



L'ensemble des sous-régions du continent américain contribue à la croissance des exportations, et à la diminution du déficit français

Les Amériques sont le 3^{ème} partenaire régional commercial de la France, derrière l'UE et l'Asie. En 2013, elles ont **contribué favorablement à l'essor des exports** de la France **en dépit d'un net ralentissement de la croissance des échanges par rapport à 2012** (cf. tableau de synthèse en annexe). La conjugaison de ventes en hausse de 2,7% et d'approvisionnements en recul de 3,1% a cependant permis une résorption du déficit français vis-à-vis des Amériques de -4,4 Md€ à -1,8 Md€.

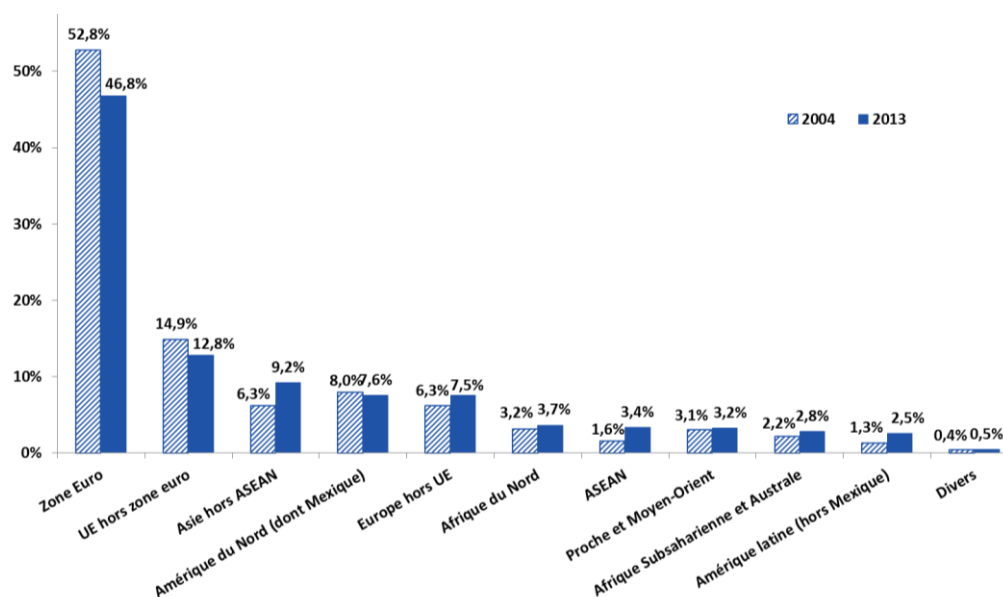
La tendance est perceptible dans chacune des composantes du continent. En Amérique du Nord³⁵, le déficit français se résorbe de 0,9 Md€, à -5,1 Md€ grâce à des exportations en hausse de 2,2%, alors que les importations baissent légèrement (-0,6%). Les excédents français sont renforcés légèrement en Amérique centrale hors Mexique (à 0,9 Md€) et sensiblement en Amérique du Sud (à 2,4 Md€), dans les deux cas grâce à des exportations dynamiques (respectivement +4,6% et +3,9%) mais surtout à des importations en fort repli (-8,8% et -14,6%). Cette **baisse des importations en provenance d'Amérique du Sud concernent majoritairement l'énergie**, ainsi que l'agroalimentaire.

Les exportations vers le Proche et Moyen-Orient repartent à la hausse après 2 années de baisse, même si la zone reste minoritaire dans nos échanges extérieurs et que notre excédent chute

Après 2 années successives de diminution (-3,4% en 2011 et -6,0% en 2012), **les exportations françaises vers le Proche et Moyen Orient ont rebondi en 2013** (+1,6%), mais la très forte progression des importations (+7,3%) conduit à ce que **l'excédent français chute de près de 0,6 Md€, à 2 Md€.**

Cette **tendance baissière du solde s'inscrit dans la continuité d'un mouvement engagé en 2010**, après **l'excédent record de 2009 (7,1 Md€)**, du fait de la **lourde chute des importations cette année-là (-45%)**. Depuis, la baisse de l'excédent français, qui s'affiche à nouveau proche de son niveau de 2007 et 2008, est essentiellement imputable à l'évolution des importations en provenance de cette région.

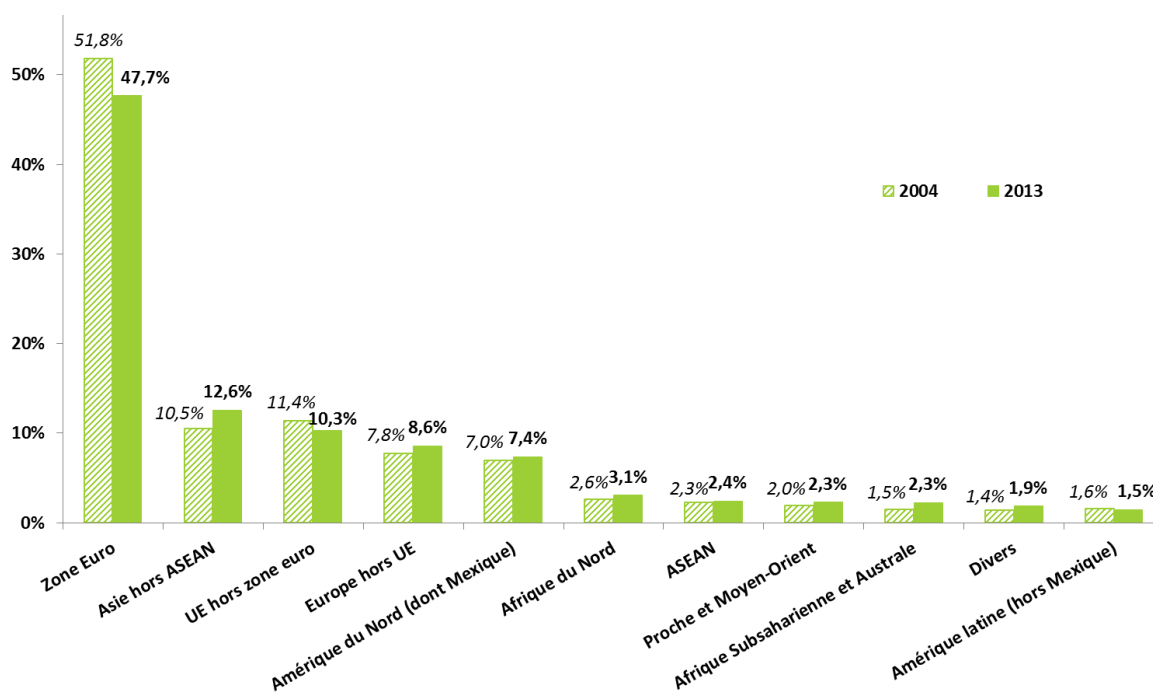
Figure 3 : Ventilation des exportations françaises par grande zone - comparaison 2004 - 2013



Source : Douanes, DG Trésor

³⁵ Canada, Etats-Unis et Mexique.

Figure 4 : Ventilation des importations françaises par grande zone - comparaison 2004 - 2013



Source : Douanes, DG Trésor

Pour la première fois depuis 2009 l'Asie, l'Afrique et l'Europe hors UE contribuent négativement à la croissance des exportations françaises ; un excédent apparaît en revanche vis-à-vis de l'ASEAN

La contraction des échanges avec l'Asie, 2^{ème} partenaire régional commercial de la France, a pesé sur le commerce extérieur français en 2013

Nos exportations vers l'Asie, qui est depuis 2008 la deuxième région cliente de la France, **se contractent de 3,5%**.

Cette évolution est liée à plusieurs secteurs, dont les biens d'équipement, ainsi qu'au ralentissement qu'ont connu plusieurs grandes économies émergentes.

Toutefois, **les importations françaises en provenance de la zone ayant reculé plus fortement (-4,4%), notre déficit bilatéral se redresse de 1,6 Md€ par rapport à 2012 à -22,4 Md€.**

Au sein de l'Asie, les **ventes vers l'ASEAN résistent un peu mieux que celles dirigées vers le reste de la région**. Elles ralentissent cependant nettement en 2013 après une année 2012 exceptionnelle (+1,9% après +31,4% en 2012), mais parviennent à conserver un rythme de croissance positif tandis que les importations chutent (-12,8%). **La région, d'ordinaire porteuse de déficit commercial pour la France, lui permet ainsi à l'inverse d'afficher un excédent de 2 Md€ en 2013.**

Le solde commercial vis-à-vis de l'Afrique est de nouveau positif malgré un repli sensible des échanges

Devenus déficitaires en 2012 (-0,6 Md€), les échanges vis-à-vis de l'Afrique sont à nouveau excédentaires en 2013 à hauteur de 0,5 Md€.

Les exportations françaises se sont repliées de 1,9%, tandis que les importations baissaient de 5,7%, en fort lien avec l'énergie. Cette évolution est portée en premier lieu par l'Afrique du Nord (-3,9% à l'export et -5,3% à l'import). En revanche, **l'Afrique subsaharienne fait exception, puisque les ventes françaises y ont progressé de 1,5%**, tandis que les approvisionnements reculaient de 8,3%.

L'amélioration du solde est en revanche une tendance partagée par ces 3 grandes composantes régionales de l'Afrique. L'Afrique du Nord voit en effet son déficit se rapprocher un peu plus de l'équilibre à -0,1 Md€ (-0,3 Md€ en 2012), tandis que l'Afrique subsaharienne y parvient (passant de -0,9 Md€ en 2012 à 18 M€ en 2013), et que l'excédent vis-à-vis de l'Afrique australe stagne à 0,6 Md€.

Les exportations vers l'Europe hors UE chutent, creusant le déficit bilatéral de la France avec cette région

L'Europe hors UE³⁶ est le 3^{ème} déficit régional de la France (après la zone euro et l'Asie hors ASEAN), et est également celui qui s'est le plus dégradé en 2013 (de -9,1 Md€ en 2012 à -11,3 Md€), suivant la forte chute des ventes françaises (-7,8%) et alors que les importations se contractaient de 1,2%.

Figure 5 : Les 10 principaux clients de la France en 2013 (Md€)

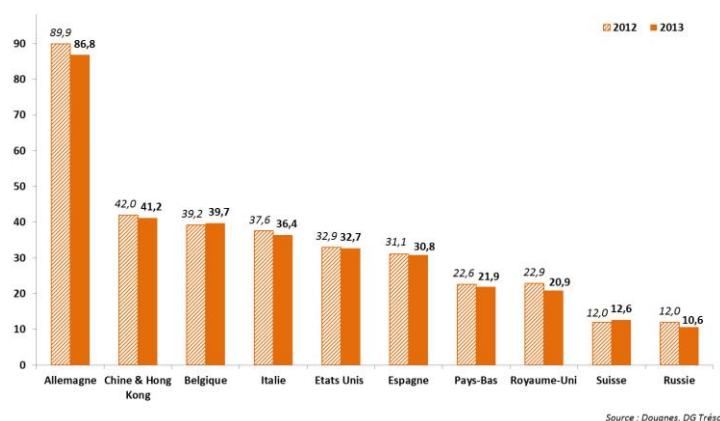
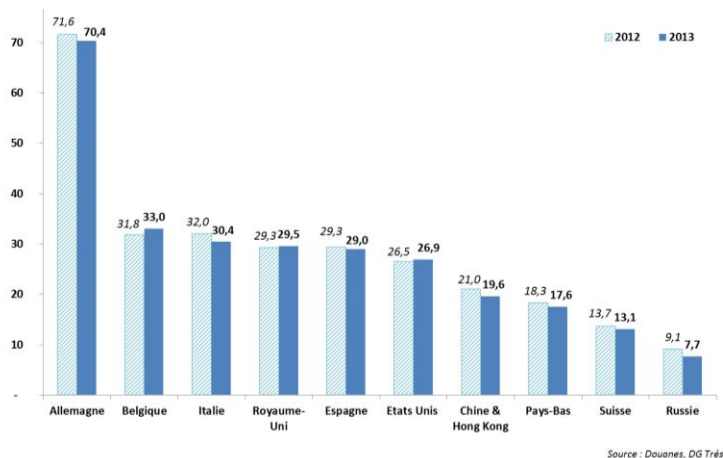


Figure 6 : Les 10 principaux fournisseurs de la France en 2013 (Md€)



³⁶ Cette zone inclut notamment la Suisse et la Russie

Tableau 1 : Synthèse des flux commerciaux de la France par grande région partenaire et contribution à l'évolution des échanges

	Données estimées brutes	2012			2013 (estimations)			
		Md€	Croissance annuelle (g.a.)	Poids	Md€	Croissance annuelle (g.a.)	Poids	Contribution à la croissance annuelle (pt %)
Ensemble	Export	433,7	3,2%	100,0%	427,6	-1,4%	100,0%	-1,4%
CAF/FAB hors matériel militaire	Import	517,9	1,2%	100,0%	506,7	-2,2%	100,0%	-2,2%
	Solde	-84,2			-79,1			
Union européenne (26)	Export	256,9	0,1%	59,2%	255,1	-0,7%	59,7%	-0,4%
	Import	299,5	1,4%	57,8%	293,8	-1,9%	58,0%	-1,1%
	Solde	-42,5			-38,7			
Zone Euro	Export	202,6	-0,3%	46,7%	200,2	-1,2%	46,8%	-0,5%
	Import	246,2	1,9%	47,5%	241,5	-1,9%	47,7%	-0,9%
	Solde	-43,6			-41,2			
Nouveaux Etats Membres	Export	21,5	0,6%	5,0%	22,3	3,6%	5,2%	0,2%
	Import	26,7	-3,3%	5,2%	27,7	3,8%	5,5%	0,2%
	Solde	-5,1			-5,4			
Europe hors UE	Export	35,0	9,2%	8,1%	32,3	-7,8%	7,5%	-0,6%
	Import	44,1	-8,6%	8,5%	43,6	-1,2%	8,6%	-0,1%
	Solde	-9,1			-11,3			
Afrique	Export	28,2	-0,1%	6,5%	27,6	-1,9%	6,5%	-0,1%
	Import	28,8	7,3%	5,6%	27,1	-5,7%	5,4%	-0,3%
	Solde	-0,6			0,5			
Afrique du Nord	Export	16,2	3,1%	3,7%	15,6	-3,9%	3,7%	-0,1%
	Import	16,6	11,1%	3,2%	15,7	-5,3%	3,1%	-0,2%
	Solde	-0,3			-0,1			
Afrique Subsaharienne	Export	8,6	-1,5%	2,0%	8,7	1,5%	2,0%	0,0%
	Import	9,5	7,9%	1,8%	8,7	-8,3%	1,7%	-0,2%
	Solde	-0,9			0,0			
Afrique Australe	Export	3,4	-10,3%	0,8%	3,3	-1,2%	0,8%	0,0%
	Import	2,7	-12,2%	0,5%	2,8	0,3%	0,5%	0,0%
	Solde	0,6			0,6			
Amérique	Export	42,0	12,5%	9,7%	43,1	2,7%	10,1%	0,3%
	Import	46,3	9,7%	8,9%	44,9	-3,1%	8,9%	-0,3%
	Solde	-4,4			-1,8			
Amérique du Nord	Export	31,6	11,5%	7,3%	32,3	2,2%	7,6%	0,2%
	Import	37,7	12,9%	7,3%	37,4	-0,6%	7,4%	0,0%
	Solde	-6,1			-5,1			
Amérique Centrale hors Mexique	Export	1,8	71,6%	0,4%	1,9	4,6%	0,4%	0,0%
	Import	1,1	-13,2%	0,2%	1,0	-8,8%	0,2%	0,0%
	Solde	0,7			0,9			
Amérique du Sud	Export	8,6	8,5%	2,0%	8,9	3,9%	2,1%	0,1%
	Import	7,6	-0,4%	1,5%	6,5	-14,6%	1,3%	-0,2%
	Solde	1,0			2,4			
Proche et Moyen-Orient	Export	13,6	-6,0%	3,1%	13,8	1,6%	3,2%	0,1%
	Import	10,9	-5,3%	2,1%	11,7	7,3%	2,3%	0,2%
	Solde	2,6			2,0			
Asie	Export	55,7	13,0%	12,8%	53,7	-3,5%	12,6%	-0,5%
	Import	79,7	0,6%	15,4%	76,1	-4,4%	15,0%	-0,7%
	Solde	-24,0			-22,4			
ASEAN	Export	14,1	31,4%	3,2%	14,3	1,9%	3,4%	0,1%
	Import	14,2	7,9%	2,7%	12,4	-12,8%	2,4%	-0,3%
	Solde	-0,1			2,0			
Divers	Export	2,5	-0,3%	0,6%	2,0	-18,6%	0,5%	-0,1%
	Import	8,6	4,3%	1,7%	9,5	9,8%	1,9%	0,2%
	Solde	-6,2			-7,5			

Source : Douanes, DG Trésor

Fiche n°10 :

Une facture énergétique en baisse de 5% mais toujours équivalente à 83% du déficit total

- ✓ **La facture énergétique se réduit de 5%**, passant de 69,1 Md€ à 65,6 Md€. Elle équivaut toutefois toujours à 83% de notre déficit total. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de baisse du prix du pétrole sur l'année.
- ✓ **Nos échanges énergétiques restent déficitaires sur la majorité des produits, la France demeurant toutefois exportatrice nette d'électricité**

La facture énergétique se réduit de 5%, passant de 69,1 Md€ à 65,6 Md€

A 65,6 Md€ en 2013, la facture énergétique, qui désigne le solde importations - exportations de produits énergétiques, se réduit de 5% par rapport à 2012. Il s'agit de sa première baisse depuis 2009.

Cette diminution est le résultat d'un repli marqué des importations qui, en valeur, ont baissé deux fois plus que les exportations : baisse de 6,7 Md€ (soit -7,1%, pour atteindre 87,15 Md€), contre un recul de 3,2 Md€ pour les exports (soit -12,9%, atteignant 21,4 Md€).

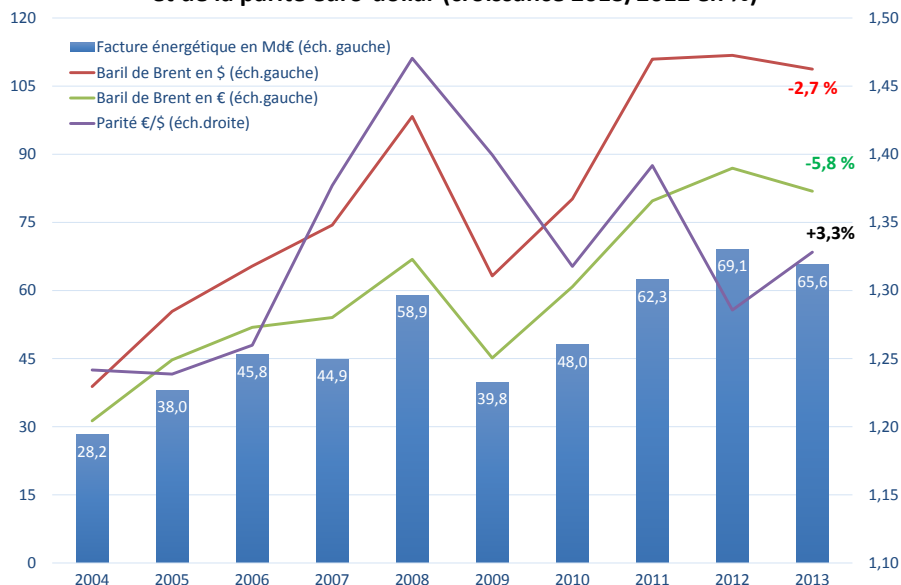
Au total, la facture énergétique continue néanmoins de peser fortement sur notre déficit total, puisqu'elle équivaut à 83 % de ce dernier.

Figure 1 :
Exportations et importations de
produits énergétiques, depuis
début 2004, en Md€



Cette évolution s'inscrit dans un contexte d'une baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de Brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

Figure 2 : Evolution annuelle de la facture énergétique (Md€), du cours du baril de Brent (en euros et en dollars) et de la parité euro-dollar (croissance 2013/2012 en %)

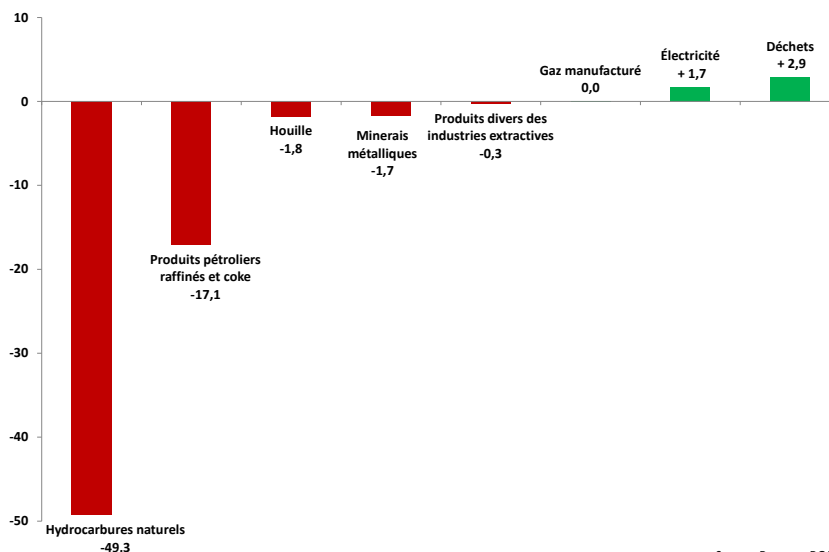


Source : Global Insight, Douanes, DG Trésor

Nos échanges énergétiques restent déficitaires sur la majorité des produits, la France demeurant toutefois exportatrice nette d'électricité

Les « hydrocarbures naturels », qui comprennent notamment le pétrole brut, représentent les trois quarts du déficit énergétique, les produits pétroliers raffinés et le coke représentant quant à eux près du quart restant.

Figure 3 : Solde des échanges des principales catégories de produits énergétiques en 2013, en valeur (Md€)



Source : Douanes, DG Trésor

L'excédent sur l'électricité s'élève cette année à 1,7 Md€, stable par rapport à 2012.

Les déchets industriels dégagent également un excédent de 2,9 Md€ (chiffre inférieur à celui enregistré en 2012 de 3,3 Md€).



Fiche n°11 :

Forte progression des grands contrats à l'export dans les pays émergents en 2013³⁷

- ✓ **Après une année 2012 déjà exceptionnelle, les grands contrats d'équipement civil conclus dans les pays émergents et en développement enregistrent une forte hausse, avec une « part française » (part devant donner lieu à des exportations depuis la France) estimée à 39 Md€.**
- ✓ **L'aéronautique demeure le secteur dominant, représentant près de 80% des montants (30,4 Md€).**
- ✓ **L'Asie émergente reste la première zone cliente, avec 47% du montant total, suivie par le Proche et Moyen-Orient.**

Les grands contrats d'équipement signés dans les pays émergents et en développement enregistrent une forte hausse, avec une « part française » estimée à 39 Md€

Les grands contrats civils signés en 2013 dans les pays émergents et en développement affichent des montants en hausse, avec une part française estimée à 39 Md€.

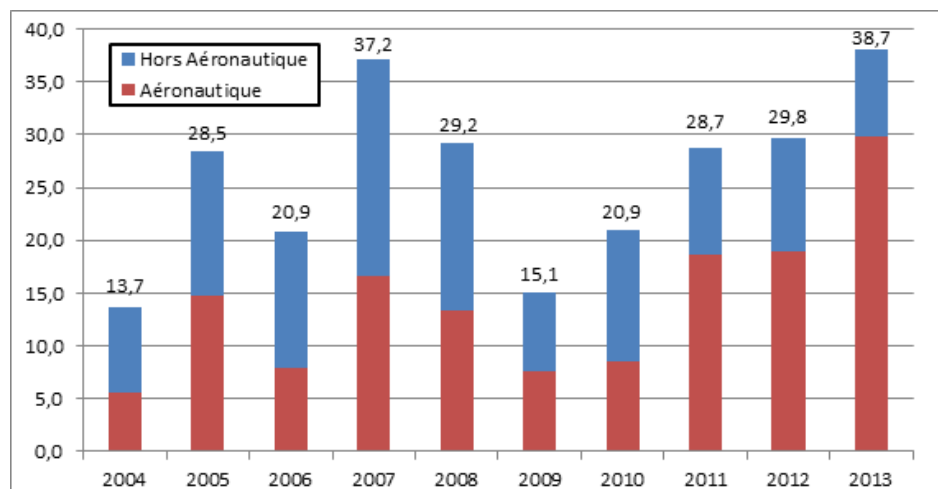
Les signatures dans le secteur aéronautique restent à un niveau historiquement élevé (30,5 Md€), avec en particulier une commande de 50 A380 par la compagnie Emirates, qui permet à Airbus d'enregistrer une performance record. En nombre de contrats, **sur les 10 plus gros signés au cours de l'année, 9 le sont dans l'aéronautique**, principalement Airbus en Asie (Indonésie, Singapour, Malaisie et Vietnam), au Proche et Moyen-Orient (Arabie saoudite, Emirats arabes unis et Turquie) et en Amérique Latine (Mexique). Un important contrat a par ailleurs été remporté pour la vente de moteurs CFM international en Malaisie.

Hors aéronautique, les montants, à 8,3 Md€, sont en baisse par rapport aux 3 précédentes années. Les principaux contrats ont été conclus en Inde et en Malaisie, dans le secteur de l'énergie, et à Hong Kong, en Arabie saoudite, en Afrique du Sud et au Koweït dans le matériel ferroviaire et les travaux publics.

³⁷ Le suivi des grands contrats signés par les entreprises françaises est réalisé par les services économiques, sur un champ géographique couvrant **l'ensemble du monde à l'exception des économies développées**. Sont considérées comme développées les économies suivantes : Union européenne à 15, Suisse, Norvège, Etats-Unis, Canada, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande. **Une transaction est traitée comme un « grand » contrat dès lors que la part française, c'est-à-dire la part donnant lieu à des exportations à partir de la France, est évaluée à plus de 10 M€.**

Figure 1 :

Grands contrats conclus par des entreprises françaises dans les pays émergents et en développement depuis 2004 - montant estimé de la « part française »³⁸
(en Md€, par semestre)



Source : DG Trésor, services économiques des ambassades de France

L'Asie reste la première zone cliente, avec le Proche et Moyen Orient en deuxième position

L'Asie émergente reste notre première zone cliente, avec 47% du montant total des contrats signés (18,2 Md€), notamment grâce à 5 contrats majeurs dans l'aéronautique cités ci-dessus.

Au Proche et Moyen- Orient, les ventes enregistrent un fort rebond, à 14,4 Md€. Elles s'appuient principalement sur les contrats signés par Airbus aux Emirats arabes unis.

En Afrique (2,4 Md€), les montants se maintiennent à un niveau légèrement inférieur à ceux de 2012.

Les contrats signés en Amérique latine, avec 2,2 Md€, reculent fortement par rapport aux deux années précédentes.

Après un rebond au cours des 3 années précédentes, les contrats conclus en Europe centrale et orientale et dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) sont en forte diminution, à 1,6 Md€.

³⁸ Par rapport à d'autres annonces de grands contrats qui peuvent être diffusées dans la presse, notamment à l'occasion de visites bilatérales officielles, plusieurs sources de différence existent ; en particulier : les contrats militaires peuvent être inclus dans ces annonces ; les montants totaux et non les parts françaises des contrats peuvent être retenus ; des options commerciales ou des montants liés à des négociations exclusives peuvent être intégrés alors qu'ils ne le sont pas dans la présente enquête.

Quelques grands contrats signés au cours de l'année

Mars. Commande par Lion Air de 234 avions de la famille A320, signée à l'Élysée en présence du président de la République, pour un prix catalogue de 18,4 Md€. Plus grosse commande de l'histoire d'Airbus

Juin. Achat par Air Asia de moteurs CFM International (co-entreprise de Safran et de GE Aviation), pour un prix catalogue de 6,5 Md€

Juillet. Sélection d'Alstom, dans le cadre d'un consortium, pour la réalisation du métro de Ryad, en Arabie saoudite. Part d'Alstom : 1,2 Md€

Octobre. Commande par Japan Airlines de 31 Airbus A 350, pour 7 Md€ de prix catalogue pour le volet ferme. Il s'agit de la première commande de la compagnie japonaise à l'avionneur européen, sur un marché nippon dominé jusqu'alors par Boeing

Octobre. Sélection d'EDF et d'Areva pour la construction de 2 réacteurs EPR à Hinkley Point, Royaume-Uni. Montant estimé de l'investissement : 18,9 Md€.

Novembre. Steria sélectionné pour la mise en place d'un centre de services partagés, assurant les fonctions support (RH, finances...) pour une partie du gouvernement britannique. Montant : 1,2 Md€ sur 10 ans, le plus gros contrat de l'histoire de l'entreprise

Fer

Tableau 1 :
Grands contrats conclus dans les pays émergents et en développement - estimation de la « part française »
Montant par trimestre, en Md€

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Aéronautique	5,6	14,7	7,9	16,6	13,4	7,6	8,6	18,7	18,9	30,5
Hors Aéronautique	8,1	13,8	13,0	20,6	15,8	7,5	12,3	10,0	10,8	8,3
Total	13,7	28,5	20,9	37,2	29,2	15,1	20,9	28,7	29,8	38,8

Source : DG Trésor, services économiques des ambassades de France

Tableau 2 :
Estimation de la « part française » par zone géographique
Montant par trimestre, en Md€

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PECO et CEI	1,4	2,1	1,7	2,8	1,3	2,9	4,1	5,5	3,7	1,6
Amérique Latine	1,7	2,6	1,3	2,0	3,6	1,1	2,3	3,8	3,0	2,2
Asie émergente	4,9	13,6	6,9	12,2	6,8	5,5	5,6	13,8	16,0	18,2
Proche et Moyen-Orient	4,0	5,9	8,0	15,4	10,5	2,3	4,4	4,6	4,3	14,4
Afrique	1,8	4,2	3,0	4,8	6,9	3,4	4,5	1,1	2,7	2,4
Total	13,7	28,5	20,9	37,2	29,2	15,1	20,9	28,7	29,8	38,8

Source : DG Trésor, services économiques des ambassades de France



Fiche n°12 :

Nouvel excédent record pour le secteur aéronautique et spatial

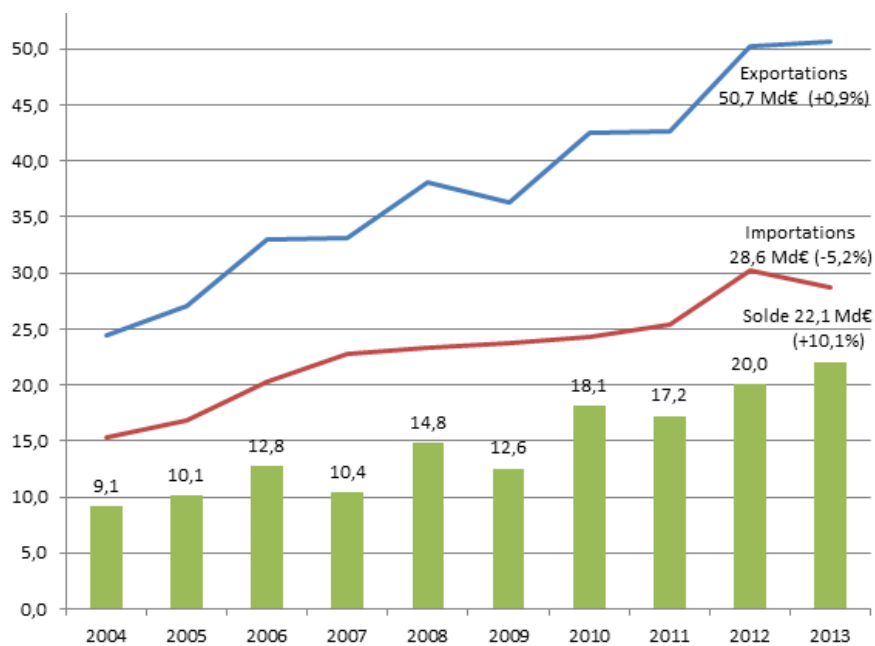
- ✓ Le secteur aéronautique et spatial enregistre à nouveau un excédent record, de 22 Md€, en progression de 8% par rapport à 2012
- ✓ 2013 a également enregistré un nombre record de commandes pour Airbus, représentant 8 ans de production

Le secteur aéronautique et spatial enregistre à nouveau un excédent record, de 22 Md€, en progression de 8% par rapport à 2012

Après une année 2012 de très forte croissance (+18%), la progression des exportations aéronautiques et spatiales est modérée en 2013 (+0,9%). Dans le même temps et pour la première fois depuis 2004, le secteur connaît un recul des importations (-5,2%).

En conséquence, l'excédent du secteur continue de croître vigoureusement (+10%, après une progression de 16,3% en 2012), atteignant un niveau record de 22,1 Md€ (après 20 Md€ en 2012 et 17,2 Md€ en 2011).

Figure 1 : Evolution des échanges aéronautiques, par an depuis 2004 (Md€)



Source : Douanes DG Trésor

D'après les données des Douanes françaises, **Airbus a livré en 2013 depuis la France 318 appareils, pour un montant total de 25,2 Md€, contre 296 appareils pour 22,5 Md€ en 2012.**



Le poids du secteur dans les exportations françaises atteint près de 12% (11,9%).

La croissance du secteur en 2013 est essentiellement imputable à l'Asie et aux Etats-Unis

L'Europe et l'Allemagne, premiers clients et fournisseurs du secteur mais largement du fait du processus de fabrication coordonnée des Airbus entre France et Allemagne

En raison de l'importance des échanges intra-groupe inhérents à la production de l'industrie aéronautique et spatiale au sein de l'Union européenne, ces échanges intragroupes représentent traditionnellement près de la moitié des exportations françaises dans le secteur : 46% en 2013, 48% en 2012, 47% en 2011. En particulier, près de la moitié des exportations de la France vers l'Allemagne correspond aux opérations réalisées dans le cadre de la « fabrication coordonnée » entre les deux pays, le reste étant essentiellement composé d'exportations d'appareils transitant par l'Allemagne pour livraison ultérieure vers d'autres Etats.

Globalement, tant les exportations que les importations françaises avec l'Union européenne, et en corollaire avec l'Allemagne, ont diminué en 2013 (exportations vers l'UE -3,5%, vers l'Allemagne -4,1% ; importations en provenance de l'UE -11%, de l'Allemagne -12,8%). La contribution européenne à la croissance des exportations françaises a ainsi diminué de 1,5% en 2013.

L'Asie connaît une décélération tandis que les Etats-Unis progressent

En 2013, les ventes en Asie sont en recul, à -2,9% après deux années de forte hausse (+31,8% en 2012, +16% en 2011). Néanmoins, l'Asie demeure la deuxième zone cliente, avec un poids de 29,2%. L'excédent commercial vis-à-vis de cette région demeure important (14 Md€, après 14,6 Md€ en 2012, et 11,1 Md€ en 2011) bien qu'il se réduise en 2013 et ce, malgré le repli en parallèle des importations aéronautiques en provenance d'Asie.

Parmi les 10 pays ayant le plus contribué aux ventes du secteur à l'international en 2013 figurent 5 pays asiatiques : Chine, Thaïlande, Malaisie, Philippines et Corée. L'excédent commercial devrait se prolonger dans les années à venir compte tenu des commandes enregistrées par Airbus en 2013 avec les pays de la région.

Avec des exportations en hausse de 10,8%, les Amériques sont la 3^{ème} zone cliente en 2013. L'excédent bilatéral se réduit à 0,4 Md€ (après 1,1 Md€ en 2012). Les Etats-Unis sont de loin le premier partenaire dans la zone, avec un poids de 13,6% dans le total des exportations du secteur ; les exportations sont en hausse de 7,8%.

La quatrième zone géographique tirant les exportations du secteur est le Proche et Moyen-Orient avec des ventes de 2,2 Md€ en 2013, soit une forte hausse de 23,9% par rapport à 2012. Son poids parmi les clients du secteur est de 4,2%.

Enfin, les ventes en Afrique des produits de l'industrie aéronautique et spatial croissent considérablement (+66,4%) passant de 0,9Md€ en 2012 à 1,5 Md€ en 2013, portant le poids de la zone à 3% des exports totaux.



Nouvelles livraisons record pour Airbus qui est toutefois dépassé par Boeing

Airbus a livré au total 626 appareils au total en 2013, contre 588 en 2012, ce qui représente un nouveau record annuel de livraisons pour la société. Airbus est toutefois devancé par Boeing (avec 648 livraisons) pour la seconde fois depuis 2003. Les livraisons de la famille A320 et de la famille A330 ont continué leur progression (respectivement 493 et 108 livraisons). Le soutien étatique pour financer les livraisons d'Airbus et Boeing, à travers l'intervention des agences de crédit-export, redescend (moins de 20% en 2013) dans un contexte d'accès aux financements long-terme plus facile pour les compagnies aériennes.

Le secteur aéronautique a connu une très forte expansion au cours des 10 dernières années. Les livraisons annuelles d'Airbus et de Boeing ont plus que doublé entre 2004 et 2013, **tirées par une croissance de la demande qui dépasse largement la croissance économique mondiale.** La demande est désormais largement orientée vers les pays émergents (Chine, ASEAN, Moyen-Orient), avec une très forte demande sur les moyen-courriers (A320 et B737).

L'assemblage et la livraison des Airbus sont réalisés principalement sur les sites de Toulouse, Hambourg.

- tous les A318, A319 et A321 sont assemblés et livrés depuis Hambourg ;
- tous les A330 et 340 sont livrés depuis Toulouse ;
- les A380 sont tous assemblés à Toulouse mais la finalisation des appareils s'effectue à Hambourg (aménagement intérieur et peinture), et ils sont ensuite livrés directement depuis l'Allemagne ou rapatriés en France pour être livrés depuis Toulouse selon la zone géographique des clients ;
- les A320 sont assemblés et livrés depuis les diverses chaînes d'assemblage d'Airbus.

En termes de part industrielle, la part française varie entre 30 % et 50 % selon le type d'appareil et la motorisation choisie. On notera notamment que, même si aucune livraison n'est effectuée depuis le Royaume-Uni, la part britannique peut atteindre 30 % du prix de l'appareil (conception des ailes et motorisation Rolls Royce le cas échéant), la part restante étant essentiellement allemande.

Les chiffres issus des statistiques douanières françaises ne comptabilisent comme livraisons que les ventes vers l'étranger d'appareils neufs assemblés en France. Leur montant comme leur nombre diffèrent donc des ventes totales de la société Airbus. En revanche, les chiffres globaux du commerce extérieur français en aéronautique incluent bien les exportations de produits semi-finis ce qui explique que l'Allemagne soit le premier client de la France dans le secteur.

Le constructeur franco-italien d'avions régionaux ATR a également réalisé une excellente année 2013, avec la livraison de 80 appareils, principalement à destination des pays émergents. Les ATR, équipés de turbopropulseurs, bénéficient du développement de l'aviation régionale, et d'une consommation de carburant plus faible que leurs concurrents, qui vendent essentiellement des avions équipés de turboréacteurs.



2013 a enregistré un nombre record de commandes pour Airbus

2013 a confirmé la confiance des compagnies aériennes et des loueurs opérationnels dans la croissance du transport aérien. Parmi les événements marquants de l'année figure la commande par Lion Air de 234 avions de la famille A320, signée à l'Élysée en présence du président de la République. **Les commandes de l'année ont représenté 1 503 avions pour Airbus et 1 355 pour Boeing.**

Les commandes ont en revanche un horizon de plus en plus long, généralement sur plusieurs années, et sont enregistrées dans le chiffre d'affaires au fil des livraisons. Le carnet de commandes d'Airbus représente ainsi plus de 7 ans de production à son rythme actuel.

L'avenir du programme A380 semble désormais assuré avec une nouvelle commande par la compagnie Emirates de 50 A380. L'A380, tout comme le 747, ont un marché potentiel plus étroit que les autres appareils. Ces quadrimoteurs nécessitent des lignes extrêmement fréquentées pour pouvoir être utilisés dans des conditions optimales par les compagnies aériennes. La commande d'Emirates permettra toutefois d'atteindre une taille critique et, d'après Airbus, d'obtenir un retour sur investissement positif à partir de 2015.

La nouvelle motorisation de l'A320, dite A320 NEO a de nouveau été la clé du succès d'Airbus en 2012. L'A320 NEO (pour « *New Engine Option* ») bénéficie d'une réduction de la consommation de carburant d'environ 15 % et a permis à Airbus d'enregistrer l'essentiel de ses 1503 commandes en 2013.

Tableau 1 : Des commandes et livraisons toujours soutenues en 2013

	Commandes nettes		Evolution	Livraisons nettes		Evolution
	2012	2013	2012/2013	2012	2013	2012/2013
Airbus	833	1503	80,4%	588	626	6,5%
Boeing	1203	1355	12,6%	601	648	7,8%

Sources : Airbus, Boeing

Tableau 2 : L'Asie et les Etats-Unis maintiennent la vigueur des exportations des produits de l'industrie aéronautique et spatiale

	Exportations (Md€)		Poids	Evolution	Contribution à la croissance des exportations 2013
	2012	2013	2013	2012/2013	
MONDE	50,3	50,7	100,0	0,9%	0,9%
Union européenne	24,1	23,3	45,9%	-3,5%	-1,7%
Asie	15,2	14,8	29,2%	-2,9%	-0,9%
Amériques	8,1	8,9	17,6%	10,8%	1,7%
Proche et Moyen-Orient	1,7	2,2	4,2%	23,9%	0,8%
Afrique	0,9	1,5	3,0%	66,4%	1,2%
Divers	0,2	0,0	0,1%	-83,2%	-0,3%



	Exportations (Md€)		Poids	Evolution	Contribution à la croissance des exportations 2013
	2012	2013	2013	2012/2013	
Allemagne	16,1	15,4	30,4%	-4,1%	-1,3%
Etats-Unis	6,4	6,9	13,6%	7,8%	1,0%
Chine	4,5	4,3	8,5%	-5,6%	-0,5%
Royaume-Uni	1,6	2,1	4,1%	32,0%	1,0%
Malaisie	2,0	1,6	3,2%	-17,9%	-0,7%
Espagne	0,8	1,5	3,0%	92,3%	1,4%
Thaïlande	1,2	1,4	2,8%	13,6%	0,3%
Russie (Fédération de)	2,0	1,0	2,0%	-50,8%	-2,1%
Philippines	0,5	1,0	1,9%	112,7%	1,0%
Singapour	1,4	0,9	1,8%	-31,8%	-0,9%
Hong Kong	1,8	0,9	1,8%	-49,3%	-1,8%
Japon	0,7	0,9	1,7%	24,9%	0,3%
Indonésie	0,6	0,8	1,6%	47,6%	0,5%
Corée (République de)	0,5	0,8	1,6%	66,1%	0,6%
Suisse	0,7	0,7	1,4%	3,8%	0,1%
Brésil	0,7	0,7	1,4%	-4,0%	-0,1%
Emirats Arabes Unis	0,4	0,7	1,4%	66,7%	0,6%
Inde	0,8	0,6	1,2%	-27,2%	-0,5%
Turquie	0,7	0,6	1,1%	-16,8%	-0,2%
Australie	0,6	0,6	1,1%	-12,7%	-0,2%

Sources : Douanes, DG Trésor



Fiche n°13 :

Un multilatéralisme commercial relancé par l'accord de Bali, des progrès importants dans la négociation d'accords de libre-échange

- ✓ **L'année 2013 s'est conclue par le succès de la 9^{ème} conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Bali en décembre**, premier accord de fond intervenu depuis la création de l'organisation en 1995.
- ✓ **Plusieurs négociations commerciales conduites par l'Union européenne ont connu des avancées importantes** : l'application provisoire des accords Colombie-Pérou et Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama) est dorénavant effective et plusieurs négociations sont finalisées (Moldavie, Géorgie) ou sur le point de l'être (Canada).
- ✓ **Parallèlement, de nouvelles négociations ont été lancées : avec les Etats-Unis, le Japon, le Maroc et la Thaïlande**. Le lancement de négociations portant sur un accord de protection des investissements avec la Chine a également été acté. **Si elles sont menées à leur terme, ces négociations conduiront à accroître très substantiellement la part du commerce extérieur français hors-UE pouvant bénéficier d'un régime commercial préférentiel.**

L'accord intervenu à l'OMC à Bali le 6 décembre marque une relance du multilatéralisme commercial

Premier accord intervenu depuis le lancement en 2001 du « cycle de Doha » et premier accord de fond depuis la création de l'OMC en 1995, le paquet conclu à Bali comprend des mesures sur la facilitation des échanges, sur les produits agricoles et un volet développement. Sa mise en œuvre concrète doit avoir lieu en 2014.

L'accord sur la facilitation des échanges est un réel succès qui aura un effet positif pour les entreprises. Il sera à terme appliqué par tous les membres de l'OMC. L'OCDE rappelle qu'**une réduction de 1% du coût du commerce mondial équivaut à un gain de 40 Md\$**. Il doit désormais être complété, au plus tard le 31 juillet 2014, par la notification des mesures immédiatement applicables et l'élaboration d'un protocole l'insérant dans l'Accord sur l'OMC. Le protocole entrera en vigueur après ratification par deux tiers des membres de l'OMC.

En matière agricole, la déclaration de Bali ne comprend qu'une déclaration non contraignante sur la concurrence à l'exportation. Mais la principale innovation est la reconnaissance par l'OMC du thème de la sécurité alimentaire : les membres de l'OMC ont décidé d'une « clause de paix » protégeant pendant 4 ans à l'OMC (et au-delà si un accord permanent n'est pas trouvé d'ici 2017) certains programmes actuels des pays en développement (PED) en matière de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Cette possibilité est toutefois strictement encadrée.

Ce paquet est complété par d'autres décisions favorables aux PED : création d'un mécanisme de surveillance qui permettra de vérifier la mise en œuvre des mesures en leur faveur ; décisions destinées



aux pays les moins avancés (PMA), pour leur permettre notamment de continuer à déroger à l'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle (ADPIC).

Ce succès de Bali était nécessaire pour sauvegarder la crédibilité de l'OMC, 15 ans après sa création, et relancer le multilatéralisme commercial alors que se multiplient les accords commerciaux bilatéraux ou régionaux. Il existe de nombreuses incertitudes sur la suite de ce processus mais une dynamique a été lancée.

Conformément à l'article 207 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les négociations étaient conduites par la Commission européenne en consultation avec les Etats membres de l'UE.

Parallèlement à l'accord de Bali, si la renégociation de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) est actuellement à l'arrêt, **la négociation sur les services (TiSA – Trade in Services Agreement) s'est autonomisée et prend désormais la forme d'une négociation plurilatérale, concernant essentiellement des pays développés.**

Plusieurs accords de libre-échange (ALE) entre l'Union européenne et l'Amérique latine sont entrés en vigueur en 2013

L'accord avec le Pérou est appliqué depuis le 1^{er} mars, celui avec la Colombie depuis le 1^{er} août

Cet accord signé en 2012 prévoit non seulement un **démantèlement douanier** mais également la **levée des obstacles techniques aux échanges**, la **libéralisation du marché des services**, l'**ouverture des marchés publics** et le **renforcement de la protection de la propriété intellectuelle** avec, notamment, la reconnaissance de 43 indications géographiques françaises. L'application de cet accord devrait permettre d'augmenter nos exportations vers ces 2 économies dynamiques d'Amérique du sud.

L'accord UE - Amérique centrale est entré en vigueur avec les 6 Etats américains partenaires

Le volet commercial de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Amérique centrale est entré en vigueur :

- depuis le 1^{er} août 2013, s'agissant du Honduras, du Nicaragua et du Panama ;
- depuis le 1^{er} octobre 2013 au Costa Rica ;
- depuis le 1^{er} décembre au Salvador et au Guatemala.

L'accord prévoit des démantèlements tarifaires, une élimination progressive des obstacles techniques au commerce, une facilitation de la libre circulation des marchandises et un renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. En matière de services, il garantit en outre aux opérateurs européens un accès au marché au moins identique à celui dont bénéficiaient déjà les entreprises américaines. L'accord prévoit également une plus grande ouverture des marchés publics aux entreprises européennes

L'Amérique centrale s'engage à renforcer son intégration économique régionale, en matière d'harmonisation et de simplification des procédures douanières, d'unification des procédures d'enregistrement des produits et d'harmonisation des règlements sanitaires et phytosanitaires, ce qui facilitera le commerce avec ces pays.



Plusieurs négociations majeures ont été lancées par l'UE avec ses partenaires, en particulier avec les Etats-Unis et le Japon

La négociation du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI) a été lancée avec les Etats-Unis

Après l'adoption du mandat de négociation de la Commission européenne le 14 juin 2013, **la première phase de négociation du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI) s'est achevée après trois sessions de négociations** (8-12 juillet à Washington, 11-15 novembre à Bruxelles et 16-20 décembre à Washington), qui ont permis d'évoquer la structure du futur accord ainsi que les visions et objectifs des deux parties.

Selon les estimations de la Commission européenne, cet accord pourrait assurer un gain annuel de 0,5 à 1 % du PIB pour l'Union européenne, ce qui équivaldrait à quelque 86 Md€ de revenu annuel supplémentaire pour l'économie européenne.

La composante la plus importante du partenariat transatlantique est la convergence réglementaire (harmonisation ou rapprochement des législations, reconnaissance mutuelle des normes, etc.), qui constitue un levier déterminant pour parvenir à des bénéfices substantiels sur la réduction des obstacles non-tarifaires aux échanges.

Un niveau d'ambition élevé doit par ailleurs être poursuivi sur l'ouverture des marchés publics américains, fédéraux et subfédéraux, la libéralisation des services aux Etats-Unis et la réduction des barrières non-tarifaires américaines.

Par ailleurs, **la France reste vigilante à ce que les hauts niveaux d'exigence sanitaire et socio-environnementale de l'Union européenne ne soient pas remis en cause.**

La négociation d'un Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et le Japon a été lancée

Elle a débuté le 25 mars 2013. 4 sessions de négociations ont d'ores et déjà eu lieu.

L'intérêt des entreprises européennes réside dans une ouverture effective du marché japonais, au vu des importantes barrières non tarifaires qu'il présente aujourd'hui. Leur démantèlement, ainsi que la **réduction des droits de douane dans le secteur agricole** et une **plus grande ouverture des marchés publics, notamment ferroviaires** représentent autant de sujets sur lesquels des progrès sont nécessaires.

Un bilan de cette première année de cette négociation entre l'Union européenne et le Japon est attendu pour le printemps 2014.

Des négociations ont été lancées avec le Maroc et la Thaïlande et devraient débiter prochainement avec la Jordanie

Les négociations d'un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) avec le Maroc ont été officiellement lancées le 1^{er} mars 2013.

Les négociations avec la Jordanie devraient débiter prochainement.

La Tunisie et l'Egypte ne semblent en revanche pas prêtes à s'engager à brève échéance dans la négociation d'un ALECA.



Ces négociations vont au-delà des questions commerciales classiques et visent un rapprochement des cadres juridiques locaux avec les règles européennes. Ce processus accompagnera les réformes engagées en matière constitutionnelle et politique dans ces pays.

Des négociations avec la Thaïlande ont débuté en février 2013. 3 cycles de négociations ont déjà eu lieu.

La Commission européenne dispose désormais d'un mandat pour négocier un accord d'investissement avec la Chine

Le mandat donné à la Commission européenne en vue d'un accord d'investissement avec la Chine a été adopté le 18 octobre 2013. Il couvre la protection des investissements transnationaux mais aussi les questions d'accès au marché et respecte plusieurs exigences importantes de la France, en particulier en matière d'audiovisuel et de services publics.

Les négociations s'engageront début 2014.

La négociation d'autres ALE s'est conclue, notamment avec le Canada, ou a progressé au cours de l'année

Les négociations avec le Canada se sont conclues par l'accord politique intervenu en octobre 2013

Depuis 2000, l'importance du Canada dans les échanges commerciaux de l'Union Européenne n'a cessé d'augmenter : il est son 2^{ème} fournisseur, après les États-Unis et son 11^{ème} partenaire à l'export. **La France est le premier partenaire commercial européen du Canada** et le 2^{ème} investisseur étranger dans ce pays derrière les États-Unis. En conséquence l'intérêt pour un accord économique et commercial global (AECG) n'a cessé de progresser.

Les négociations ont été lancées le 6 mai 2009 à Prague lors du Sommet UE-Canada. Après 4 ans de négociations, **le Président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso, et le Premier Ministre canadien, Stephen Harper, ont annoncé le 18 octobre 2013 être parvenus à un compromis politique sur les grandes lignes de l'accord.**

L'accès aux marchés publics subfédéraux canadiens ou la libéralisation du secteur des services comptent au nombre des principales demandes de l'UE dans cette négociation. Certaines questions restant encore à finaliser, **une application de l'accord n'est pas prévue avant 2015.**

L'accord de libre-échange avec Singapour a fait l'objet d'un paraphe partiel en septembre

La Commission européenne et Singapour ont paraphé partiellement le 20 septembre 2013 un accord de libre-échange, après la conclusion partielle des négociations en décembre 2012.

Cet accord est particulièrement ambitieux en matière d'**ouverture des marchés des services** et de **protection de la propriété intellectuelle**, notamment des « appellations d'origine contrôlée ».

Selon la Commission européenne, cet accord (dont le volet investissement reste à finaliser) devrait contribuer à une **augmentation des exportations européennes vers Singapour pour un total de 1,4 Md€ sur les 10 ans suivant son entrée en vigueur.**



Celle-ci ne peut être envisagée avant la fin de l'année 2014. En effet, le volet investissement reste à finaliser et les Etats membres ne pourront s'engager dans la procédure d'approbation et de ratification qu'avec un accord complet comprenant un chapitre investissement finalisé.

Les accords de libre-échange avec la Moldavie et la Géorgie ont été paraphés lors du sommet de Vilnius en novembre

Lors du sommet du Partenariat oriental à Vilnius le 29 novembre 2013, l'Union européenne a paraphé des Accords de libre-échange complets et approfondis (ALECA) avec la Géorgie et la Moldavie. Ces négociations initiées en 2010 s'étaient conclues en juin.

La signature de ces 2 accords devrait intervenir d'ici l'été 2014, les parties ayant confirmé leur intention de les mettre rapidement en œuvre.

Les négociations bilatérales par la France d'accords de protection des investissements (API) ont repris, avec la conclusion d'un API avec la Colombie

Au niveau national, la France a finalisé à l'été 2013 un accord de protection des investissements (API) avec la Colombie. Il a été paraphé le 14 novembre à Bogota et devrait être signé prochainement. Il renforcera l'attractivité de la Colombie comme terre d'investissements pour nos entreprises.

D'autres négociations devraient être lancées par la France courant 2014, dans le but d'étendre son réseau d'API et d'assurer une meilleure protection des entreprises françaises à l'étranger.



Fiche n°14 :

Des réformes des dispositifs de soutien export qui se sont poursuivies en 2013

- ✓ **Sur le plan des financements exports**, le gouvernement a mis en œuvre un ensemble de **réformes en 4 volets** : (i) mise en place d'une **garantie rehaussée de refinancement**, (ii) **amélioration des garanties aéronautiques**, (iii) mesures destinées à **améliorer le financement des PME et ETI**, (iv) de **nouvelles mesures** d'amélioration du dispositif public en loi de finances rectificative pour 2013
- ✓ **Sur le plan institutionnel** :
- ✓ L'adoption, le 6 novembre 2012, du pacte de compétitivité, qui comprend un objectif d'**accompagnement personnalisé à l'export de 1 000 ETI et PME de croissance d'ici 2015**, a amené le dispositif public de soutien à l'internationalisation des PME/ETI, notamment Ubifrance, à évoluer vers un accompagnement à plus forte valeur ajoutée et davantage inscrit dans la durée.
- ✓ Les partenaires de l'export ont été mobilisés autour d'un double objectif de **redynamisation et de lisibilité du dispositif de soutien à l'internationalisation des PME/ETI**, notamment à travers une **bannière commune, France International**.

Les dispositifs de financement export ont fait l'objet de plusieurs réformes en 2013, avec la création de nouveaux dispositifs et un plan d'action pour améliorer l'accès des PME-ETI à ces outils

L'État propose aujourd'hui un ensemble d'instruments de soutien financier couvrant la totalité du cycle de vie des projets à l'export d'une entreprise, de la prospection et de la négociation d'appel d'offres à l'exécution des contrats et à leur paiement.

La politique française s'appuie sur (i) un ensemble d'assurances et de garanties publiques gérées par la Coface pour le compte de l'Etat (assurance-crédit, assurance-prospection, garanties du risque exportateur, garantie de change...), **(ii) une procédure de prêts bonifiés et une procédure de dons visant à financer les études nécessaires à la réalisation de projets**, gérées directement par la DG Trésor et dont les capacités d'intervention annuelles sont respectivement de 380 M€ et de 19 M€ (Réserve pays émergents, RPE ; et Fonds d'étude et d'aide au secteur privé, FASEP), et (iii) un système de soutien institutionnel articulé autour du volet export de bpifrance et associant Coface et Ubifrance. Le volume d'activité de l'ensemble de ces instruments a beaucoup augmenté entre 2008 et 2012 afin de pallier les effets de la crise financière.

Après plusieurs années de politique volontariste de soutien financier public aux exportations dans un contexte de crise et de retrait du marché privé, la concurrence, notamment européenne, s'intensifie sur les marchés internationaux.

La mesure n°15 du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi présenté par le Premier Ministre le 6 novembre 2012 prévoit de « permettre aux entreprises de se battre à armes égales avec leurs concurrentes en les faisant bénéficier de dispositifs de financement export alignés sur les meilleures pratiques étrangères ».



(i) A cette fin, les sources de financement des exportations françaises ont été élargies par la loi de finances du 29 décembre 2012 :

- la **garantie rehaussée de refinancement** offre un nouvel accès à la liquidité aux banques pour leurs crédits-export, afin d'améliorer la compétitivité des financements français à l'exportation.
- **2 dispositifs spécifiques au secteur aéronautique** ont été introduits dans ce secteur concurrentiel :
 - création d'une garantie de change sur la valeur résiduelle des aéronefs, pour développer les financements en euros de ce type d'actifs ; et
 - extension de la garantie pure et inconditionnelle, aujourd'hui réservée aux seuls avions gros porteurs, à la plupart des avions et hélicoptères civils.

(ii) Le Ministre de l'Économie et des Finances et la Ministre du Commerce extérieur ont annoncé le 22 mai 2013 une réforme des dispositifs publics de soutien financier aux activités d'exportation des PME et ETI, accompagnée de la création d'un label de commercialisation de l'ensemble des dispositifs existants (bpifrance export). Ce « Plan d'action pour démocratiser l'accès des PME et des ETI aux soutiens financiers à l'export » prévoit notamment :

- la **simplification de l'offre de soutiens publics**. L'objectif de cette simplification est de parvenir à proposer un type de produit clairement identifié pour chaque grande catégorie de besoin exprimé par les PME et ETI exportatrices (prospector les marchés internationaux, financer leur développement international, sécuriser leur projet export, réussir leur investissements à l'étranger). Ce qui passe notamment par la suppression des doublons existant entre les produits commercialisés par Coface et Oséo (garanties de cautions et de préfinancements) ;
- **l'amélioration des produits de financement export**, afin de mettre en adéquation les soutiens publics avec les besoins des PME et ETI. Parmi les mesures visant à atteindre cet objectif figure notamment l'élargissement de l'accès à la garantie des crédits fournisseur, la création d'enveloppes globales de préfinancement export garanties par Coface, et la création d'une garantie de change portant sur les flux d'affaires et non sur chaque opération d'exportation ;
- le **renforcement de la distribution des dispositifs de soutien public à l'export**. Il s'agit, pour favoriser la lisibilité du dispositif public de soutien à l'exportation, de fédérer la Coface, bpifrance et Ubifrance autour du label bpifrance export. La création de cette marque s'accompagnera de la mise en place d'un catalogue de produits commun et de la localisation de chargés d'affaires internationaux d'Ubifrance et de développeurs Coface au sein des directions régionales de bpifrance.

(iii) Un dernier volet de réformes des financements export a été adopté en décembre 2013 dans la loi de finances rectificative pour 2013³⁹ :

- **l'article 76 a permis de revoir le régime de garantie de caution pour le secteur naval** (relèvement de 900 M€ à 2 Md€ du plafond des garanties permettant la construction des navires de croisière régime de la CFDI – compte tenu de l'augmentation de leur taille et donc de leur prix). C'est un point essentiel dans la mesure où le financement de la construction est souvent un point très difficile pour nos chantiers compte tenu des montants en jeu (parfois supérieur à 600 M€) et de la durée de construction (pouvant être supérieure à 3 ans) ;
- **l'article 78 élargit le champ des bénéficiaires de la garantie réhaussée à 100%**. Au cours des concertations relatives à la mise en œuvre opérationnelle de cette garantie conduites avec les

³⁹ Articles 76, 77 et 78 de la loi n°2013-1279 du 29 décembre 2013



principales banques de la place, il est apparu qu'un élargissement du champ des bénéficiaires de ce dispositif serait souhaitable afin d'en renforcer l'efficacité. En effet, certains refinanceurs potentiels importants ne sont pas éligibles à ce mécanisme. Les institutions auxquelles ce dispositif pourrait être ouvert sont (i) la Caisse des dépôts et consignations (à l'exclusion du fonds d'épargne) et ses filiales, (ii) les banques centrales nationales et la Banque centrale européenne, (iii) les fonds souverains et (iv) les organismes de retraite et fonds de pension français ou étrangers. L'impact budgétaire de cette extension du champ des bénéficiaires de la garantie rehaussée de refinancement devrait être circonscrit, les nouvelles sources de refinancement étant, pour l'essentiel, appelées à se substituer aux refinanceurs actuellement éligibles.

- **l'article 77 permet la mise en place d'un mécanisme d'intervention rapide de l'État sur le marché de l'assurance-crédit de court terme sur des zones géographiques délaissées par le marché privé. Se doter d'instruments de riposte en cas de concurrence ou de défaillance de marché. Il est ainsi prévu de mettre en place, via la prochaine loi de finances rectificative, un cadre permettant de garantir des opérations de commerce courant,** afin que, en cas de crise, un dispositif public puisse prendre sans délai le relais des assureurs-crédit privés.

La procédure qui sera mise en place **s'inspirera directement des dispositifs « Cap Export » et « Cap + Export »**, qui ont fonctionné au cours des années 2009 à 2011, et sera basée sur la réassurance par Coface agissant pour le compte de l'Etat des assureurs-crédit privés pour leurs opérations réalisées sur des zones spécifiques sur lesquelles ils ne souhaitent plus intervenir seuls.

Les réformes du soutien institutionnel à l'export ont porté notamment sur l'accompagnement des PME/ETI et sur la modernisation du dispositif des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF)

Un dispositif public de soutien à l'internationalisation des PME/ETI axé sur un accompagnement à forte valeur ajoutée et dans la durée

L'année 2013 a été marquée par le déploiement des **26 premiers conseillers affaires internationales (CAI)** d'Ubifrance au sein des antennes régionales de bpifrance. Ces CAI sont notamment chargés de l'accompagnement d'ETI et de PME de croissance, conformément à la **décision n°14 du Pacte national pour la croissance, le compétitivité et l'emploi**. Ce déploiement, ainsi que la définition de la cible (au moins 1 000 ETI et PME de croissance accompagnées d'ici 2015), ont fortement mobilisé la Direction générale du Trésor. Ainsi, au 9 décembre, les 26 chargés d'affaires internationaux (CAI), qui ont été affectés dans les bureaux régionaux de bpifrance, ont rencontré plus de 500 entreprises. Il en est de même avec la **décision n°16 du Pacte, sur l'augmentation et la démocratisation du dispositif VIE**. Le VIE pro a été lancé en 2013 et intégré au cursus de la licence professionnelle dans quatre universités. Aujourd'hui, ce sont près de 8 000 VIE qui sont en poste à l'étranger.

Depuis le 1er janvier 2013, Ubifrance a accompagné, en propre, 7 232 PME et ETI différentes, à travers des opérations collectives et des prestations individuelles d'accompagnement ciblées et dans la durée. A fin novembre, l'agence a réalisé 15 267 accompagnements en propre (PME-ETI en France et filiales). S'agissant des courants d'affaires, les résultats sur trois trimestres d'enquêtes IPSOS en 2013, marquent une réelle amélioration par rapport aux derniers bilans : le nombre de PME et ETI différentes basées en France ayant développé un courant d'affaires s'établit à 1.978 (contre 1.862 à la même époque l'an dernier). Le taux d'impact ressort à 32 % des PME et ETI accompagnées contre 29 % pour les deux précédentes enquêtes de 2013, nous rapprochant ainsi du taux d'impact de 35 % constaté en 2012 en



année pleine. Le nombre de courants d'affaires est estimé à 2.764, soit stable par rapport à la même époque l'an dernier (2.724). En cumul sur trois trimestres, le nombre moyen de courants d'affaires par entreprise (1,4) s'améliore également, se rapprochant de la bonne performance de 2012 (1,46 courant d'affaires par entreprise).

Une mobilisation des partenaires de l'export autour d'un double objectif de redynamisation et de lisibilité du dispositif de soutien à l'internationalisation des PME/ETI

La Ministre du Commerce extérieur a souhaité, dès septembre 2012, réformer le décret du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF), afin de remobiliser le réseau des CCEF. A cet effet, un décret modificatif a été signé par le Premier ministre le 18 décembre. Il vise notamment à : (i) assigner aux CCEF la mission nouvelle de participer à la promotion de l'attractivité du territoire national ; (ii) permettre le maintien de la qualité de CCEF en cas de changement de pays de résidence ; (iii) permettre aux responsables de structures associatives et universitaires s'impliquant dans les relations économiques internationales de devenir CCEF ; (iv) obliger les candidats à un mandat de CCEF à signer préalablement une lettre d'engagement à remplir pleinement ces fonctions.

Par ailleurs, afin de clarifier l'offre de services et donner aux entreprises tous les moyens pour réussir sur les marchés étrangers, **le Comité Interministériel de Modernisation de l'Action Publique (CIMAP) du 17 juillet 2013 a décidé du regroupement des acteurs de l'export sous la bannière France International** et de la mise en ligne d'un portail regroupant l'offre française de soutien à l'internationalisation des entreprises.



Résultats du Commerce extérieur en 2013

Nicole Bricq
ministre du Commerce extérieur

Bercy, vendredi 7 février 2014

